

# Investissement, innovation, exportations

Le Programme national pour le soutien et le développement des exportations de la République du Bélarus pour 2016-2020 comprend parmi les huit tâches principales, outre la diversification des relations commerciales et économiques avec divers pays et régions, l'optimisation de la législation sur le soutien aux exportations, l'encouragement des exportateurs de biens et de services à élargir la gamme de produits et les types de services fournis, l'amélioration des approches pour travailler avec les petites et moyennes entreprises sur les questions d'exportation, la création de conditions pour la promotion des produits non liés aux ressources, des produits de haute technologie, etc. Cette complexité ne peut être atteinte que si tous les producteurs nationaux de biens et de services sont impliqués dans l'activité économique étrangère. Comment cet objectif est-il atteint dans la pratique ? C'est l'objet de l'étude proposée.



Professeur associé au département du journalisme et de la littérature étrangère, Institut du journalisme, Université d'État du Bélarus. Domaines de recherche : politique étrangère multisectorielle de la République du Bélarus, particularités de l'échange international d'informations dans le contexte de la mondialisation de l'espace politique et économique, exportation de biens et services médiatiques.



EDITIONS NOTRE **SAVOIR**



EDITIONS NOTRE **SAVOIR**



# Investissement, innovation, exportations

*Une chronique du potentiel de la coopération internationale*

---

**Boris Zaleskii**

**Boris Zaleskii**

**Investissement, innovation, exportations**

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**Boris Zaleskii**

# **Investissement, innovation, exportations**

**Une chronique du potentiel de la coopération  
internationale**

FOR AUTHOR USE ONLY

**SciencaScripts**

**Imprint**

Any brand names and product names mentioned in this book are subject to trademark, brand or patent protection and are trademarks or registered trademarks of their respective holders. The use of brand names, product names, common names, trade names, product descriptions etc. even without a particular marking in this work is in no way to be construed to mean that such names may be regarded as unrestricted in respect of trademark and brand protection legislation and could thus be used by anyone.

Cover image: [www.ingimage.com](http://www.ingimage.com)

This book is a translation from the original published under ISBN 978-613-9-57693-7.

Publisher:

Scientia Scripts

is a trademark of

Dodo Books Indian Ocean Ltd. and OmniScriptum S.R.L Publishing group

Str. Armeneasca 28/1, office 1, Chisinau-2012, Republic of Moldova, Europe

Printed at: see last page

**ISBN: 978-620-5-35391-2**

Copyright © Boris Zalesskii

Copyright © 2022 Dodo Books Indian Ocean Ltd. and OmniScriptum S.R.L

Publishing group

FOR AUTHOR USE ONLY

## Table des matières

<b>Chapitre 1</b>	<b>2</b>
<b>Chapitre 2</b>	<b>5</b>
<b>Chapitre 3</b>	<b>16</b>
<b>Chapitre 4</b>	<b>28</b>
<b>Chapitre 5</b>	<b>41</b>
<b>Chapitre 6</b>	<b>50</b>
<b>Chapitre 7</b>	<b>60</b>
<b>Chapitre 8</b>	<b>70</b>
<b>Chapitre 9</b>	<b>88</b>

FOR AUTHOR USE ONLY

# Chapitre 1

## Introduction

<sup>1</sup>Le Programme national pour le soutien et le développement des exportations de la République du Bélarus pour 2016-2020 comprend parmi les huit tâches principales, outre la diversification des relations commerciales et économiques avec divers pays et régions, l'optimisation de la législation relative au soutien des exportations, l'encouragement des exportateurs de biens et de services à élargir la gamme de produits et les types de services fournis, l'amélioration des approches de travail avec les petites et moyennes entreprises sur les questions d'exportation, la création de conditions pour stimuler la haute technologie, l'innovation...

L'apparition d'une telle tâche parmi celles d'importance stratégique dans le document d'État du plus haut niveau n'est probablement pas une coïncidence. Il est bien connu que les exportations constituent l'épine dorsale de l'économie ouverte du Belarus, car elles génèrent des devises étrangères, des bénéfices pour les entreprises et des taxes pour le budget de la République du Belarus. Dans le discours au peuple biélorusse et à l'Assemblée nationale d'avril 2016, il a été noté à cet égard que " les exportations, leur croissance et nécessairement leur diversification, ont été et restent la priorité la plus importante parmi les priorités " <sup>2</sup>. Cependant, les résultats de la dernière période de cinq ans (2011-2015) ont révélé un certain nombre de facteurs entravant la croissance et l'optimisation de la structure des exportations biélorusses. Il s'agit notamment de la lenteur du développement de nouveaux marchés, de la faible compétitivité des produits nationaux, du retard par rapport aux pays avancés en termes de productivité de la main-d'œuvre, de l'utilisation insuffisante des avantages concurrentiels, de la focalisation de la production industrielle bélarussienne sur les ressources extérieures, de l'absence d'une large gamme de produits d'exportation innovants, de l'incapacité des structures de gestion sectorielles et territoriales à réagir rapidement aux changements des conditions du marché et à promouvoir activement les produits sur de nouveaux marchés. Tout cela se déroule dans un contexte d'augmentation du "volume des ventes mondiales de biens et de services utilisant les technologies de l'information et de la communication, qui entraîne le déplacement

partiel des biens d'exportation biélorussiens vendus de manière traditionnelle"<sup>3</sup>.

<sup>4</sup>C'est pourquoi les documents du programme de développement socio-économique de la République du Bélarus pour 2016-2020 indiquent que, dans la période quinquennale à venir, l'activité économique extérieure, qui implique la mise en œuvre d'une politique étrangère multisectorielle et la réalisation d'une croissance durable du potentiel d'exportation de l'économie biélorussienne, " visera à assurer un commerce extérieur équilibré fondé sur des taux de croissance des exportations supérieurs, l'utilisation des avantages compétitifs du pays, la participation effective à la division internationale du travail et l'intégration ".

La solution de tâches d'une telle complexité n'est possible que si tous les producteurs nationaux de biens et de services, indépendamment de l'échelle de production et des formes de propriété, sont impliqués dans des activités économiques et d'exportation à l'étranger. Mais voici les chiffres : " Nous avons plus de vingt-deux mille entités économiques dans le pays, mais seulement huit mille huit cents entités économiques prennent part aux activités d'exportation "<sup>5</sup>. En d'autres termes, deux tiers des entreprises, sociétés et firmes biélorussiennes restent en dehors de la sphère de la coopération commerciale internationale. Toutefois, les possibilités d'exportation du pays dépendent également "d'une transition réussie vers une économie de l'innovation, de la création d'un environnement institutionnel favorable, d'un climat d'investissement et d'affaires, d'une réduction de l'intensité d'importation de la production et d'une augmentation du capital humain"<sup>6</sup>. En outre, tous ces problèmes doivent être résolus dans un contexte de mondialisation croissante, d'intégration internationale et d'internationalisation de la production et de la consommation. L'expérience d'autres pays montre que seuls ceux qui ont une culture d'exportation élevée, qui ne peut être introduite dans la conscience de masse sans la participation active des structures médiatiques, peuvent y faire face.

Cet objectif sera poursuivi dans plusieurs directions. Ainsi, dans le cadre de la priorité 1 "Optimisation du système national de soutien et de développement des exportations", afin de renforcer la position du Belarus sur les marchés mondiaux prometteurs, il est prévu de mettre en place un système national complet de soutien aux

exportations utilisant non seulement des outils financiers, organisationnels, de marketing, de politique commerciale, diplomatiques, mais aussi d'information. Conformément à cette priorité, il convient de mettre en œuvre non seulement des activités telles que la systématisation du cadre réglementaire, l'introduction de nouvelles approches en matière de formation et de déploiement du personnel dans le secteur des exportations, des changements dans le format du soutien organisationnel aux exportations de biens et de services, la modernisation des mécanismes financiers de soutien aux exportations, le développement d'instruments non financiers de soutien aux exportations, l'utilisation du potentiel des activités d'exposition, de foire et de congrès, mais aussi un renforcement significatif des outils d'information et de communication.

Dans le cadre de la priorité 6, "Développement des exportations innovantes par l'augmentation des exportations de produits et de technologies à forte intensité de connaissances", qui vise à intensifier la structure des exportations de produits de base, à augmenter les exportations de produits hautement transformés, de matériaux avancés et de produits finis aux propriétés améliorées, et à développer les exportations de produits technologiquement et technologiquement sophistiqués, le secteur national des technologies de l'information et de la communication doit renforcer la spécialisation innovante des exportations biélorusses.

La promotion des possibilités d'exportation de notre pays à l'étranger, dans le réseau informatique mondial, le système de télédiffusion par satellite et de radiodiffusion, décrite dans la feuille de route pour la mise en œuvre du programme national de soutien et de développement des exportations de la République du Bélarus pour 2016-2020, devrait également devenir un élément important de la promotion de la culture d'exportation dans la conscience de masse. Les médias de masse républicains, locaux et régionaux opérant au Bélarus et leurs ressources Internet peuvent également contribuer à la résolution de cette tâche.

## Chapitre 2

### La politique étrangère de la République du Bélarus dans le contexte de la mondialisation

En République du Belarus, les principes fondamentaux de la politique de l'État sont "l'ordre, la cohérence et la progressivité", continuité"<sup>7</sup>, qui constitue la base de la politique étrangère biélorusse actuelle. En même temps : 1) la **cohérence** consiste à poursuivre une politique pacifique de bon voisinage, à construire l'État de l'Union du Belarus et de la Russie, à s'abstenir de toute démarche susceptible d'entraîner le pays dans des conflits internationaux ; 2) la **cohérence** a permis au pays de préserver les liens traditionnels avec les pays de la Communauté des États indépendants et se manifeste également dans les relations avec les États de la "ceinture de bon voisinage" et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, avec lesquels des relations normales et des solutions constructives peuvent et doivent être établies ; 3) n

Au niveau législatif, le Belarus a adopté **sept** autres **principes**<sup>8</sup>, sur lesquels repose la politique étrangère de l'État biélorusse : 1) le respect des principes et des normes universellement reconnus du droit international ; 2) la conformité des objectifs de la politique étrangère avec le potentiel politique, diplomatique, économique, de défense, scientifique, technologique et intellectuel de l'État, en veillant à ce que leur mise en œuvre renforce la position internationale de la République du Belarus et son prestige international ; 3) l'augmentation de l'efficacité des relations politiques, juridiques, de politique étrangère et internationales.

**Les objectifs stratégiques** de la politique étrangère de la République du Bélarus sont : 1) la protection de la souveraineté de l'État et de l'intégrité territoriale de la République du Belarus ; 2) la protection des droits, des libertés et des intérêts légitimes des citoyens, des intérêts publics et de l'État.

Aujourd'hui, tout porte à croire que "les conditions nécessaires à la prévention ou à la neutralisation de diverses menaces pour la sécurité nationale ont été créées au Belarus". Le système de sécurité nationale fonctionne de manière stable et apporte des solutions aux défis à relever. <...> Dans le même temps, la situation mondiale actuelle

rend difficile pour le Bélarus de mener une politique étrangère indépendante"<sup>9</sup>. C'est pourquoi, parmi les principales menaces potentielles ou existantes pour la sécurité nationale du pays, il y a les suivantes : 1) l'atteinte à l'indépendance, à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'ordre constitutionnel de la République du Belarus ; 2) l'imposition au Belarus d'une orientation politique qui ne répond pas à ses intérêts nationaux, 3) influence destructive de l'**information** sur les individus, la société et les institutions de l'État, portant atteinte à l'intérêt national ; 4) diminution ou perte de compétitivité des technologies nationales de l'information et de la communication.

Le projet sera mis en œuvre par le ministère de l'éducation et des sciences de la République de Moldavie.

Dans la sphère politique, les principales **sources extérieures de menaces pour le Belarus** sont les suivantes : 1) la présence de contradictions importantes entre les principaux acteurs de la politique mondiale, qui se manifestent dans le contexte d'un déclin de la capacité des systèmes de sécurité internationaux et régionaux et qui peuvent compliquer la situation autour de la République du Belarus ;

2

)

Le conflit d'intérêts géopolitiques des principaux États (groupes d'États) dans le processus de transition d'un ordre mondial unipolaire à un ordre multipolaire ; 3) l'utilisation par des États individuels ou des groupes d'États de pressions, d'avantages économiques et de ressources pour promouvoir leurs intérêts ; 4) l'interférence dans les processus internationaux par des forces qui ne sont pas des sujets reconnus des relations internationales ; 5) le terrorisme international, le trafic illicite de technologies et d'équipements à double usage, d'armes, de munitions, de substances radioactives, chimiques, biologiques, etc.

Dans ce contexte, les **principaux objectifs** de la politique étrangère de la République du Bélarus sont formulés comme suit : 1) la promotion d'un ordre mondial stable, juste et démocratique, fondé sur les principes universellement reconnus du droit international ; 2) l'intégration équitable de la République du Bélarus dans l'espace

mondial politique, économique, scientifique, culturel et de l'**information** ; 3) la création de conditions favorables en matière de politique étrangère et d'économie extérieure pour l'amélioration du bien-être de la population, le développement du potentiel politique, économique, intellectuel et spirituel de l'Etat ; 4) l'établissement de relations de bon voisinage avec les pays voisins.

**Les principaux domaines** suivants des objectifs de la **politique étrangère** du Belarus sont poursuivis dans le contexte actuel :

1. **Activité économique étrangère.**
2. **Coopération économique internationale.**
3. **Coopération internationale dans le domaine des activités spatiales.**
4. **La coopération militaire internationale.**
5. **Coopération internationale sur la mise en œuvre de la politique frontalière de l'État.**
6. **La sécurité internationale.**
7. **Coopération humanitaire et droits de l'homme.**
8. **Coopération internationale en matière de santé, d'éducation, de science, d'information et d'informatisation, de culture, de sport, de tourisme, de protection de l'environnement.**
9. **Coopération internationale en matière de gestion des catastrophes.**
10. **Coopération en matière de codification et de développement progressif du droit international.**
11. **La coopération transfrontalière.**

Chacun de ces **domaines de mise en œuvre de la politique étrangère** est structuré comme suit :

**1. Activité économique étrangère :**

1.1. Amélioration de la politique économique extérieure de l'État sur la base d'une division internationale du travail et de marchés de biens et de services multisectoriels et établis ;

1.2. créer des conditions favorables à la participation des marchandises biélorussiennes au commerce international et au roulement économique ;

1.3. protection des intérêts des organisations et des entrepreneurs individuels - résidents de la République du Belarus sur le marché étranger ;

1.4. assurer les conditions de la croissance des exportations ;

1.5. réaliser des emprunts publics extérieurs dans la limite de la dette publique extérieure de la République du Belarus établie par la législation de la République du Belarus ;

1.6. Développer les exportations de haute technologie et promouvoir les importations de haute technologie afin d'accélérer le développement de l'économie nationale ;

1.7. fournir un accès aux sources de matières premières et de biens dont la production est impossible ou inefficace en République du Belarus.

## **2. Coopération économique internationale :**

2.1. La participation à la coopération multilatérale dans le cadre des organisations, institutions et forums internationaux comme facteur d'intégration organique dans la communauté mondiale pour le développement de l'économie nationale ;

2.2. Participation à des unions douanières, à des zones de libre-échange et à d'autres formes d'intégration économique avec des pays étrangers ;

2.3. attirer les investissements étrangers ;

2.4. développer la coopération commerciale avec les États participant au système de réglementation multilatérale du commerce ;

2.5. utilisation rationnelle de la situation géographique, développement d'un système efficace de desserte des systèmes de transport et de communication internationaux.

## **3. Coopération internationale dans le domaine des activités spatiales :**

3.1. la participation à des programmes internationaux d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique ;

3.2. le développement du potentiel scientifique et technique des organisations biélorussiennes travaillant dans le domaine des activités spatiales.

#### **4. La coopération militaire internationale :**

4.1. La mise en œuvre de politiques publiques visant à prévenir la guerre, à maintenir la paix et à neutraliser les menaces militaires potentielles ;

4.2. Excluant l'implication des forces armées de la République du Bélarus dans des conflits armés en dehors du pays ;

4.3. Renforcer la coopération internationale, les partenariats et l'instauration de la confiance dans la sphère militaire ;

4.4. promouvoir le règlement pacifique des conflits armés et des différends internationaux ;

4.5. Coopération avec les pays étrangers en matière de réduction des armements et des forces armées en Europe et de reconversion des industries de défense ;

4.6. la coopération militaro-technique avec les pays étrangers.

#### **5. Coopération internationale sur la mise en œuvre de la politique frontalière de l'État :**

5.1. assurer l'inviolabilité de la frontière de la République du Belarus, protéger la souveraineté de l'État et l'intégrité territoriale de la République du Belarus ;

5.2. une coopération interétatique mutuellement bénéfique sur les questions frontalières ;

5.3. la résolution pacifique des problèmes frontaliers.

#### **6. La sécurité internationale :**

6.1. Développer la coopération internationale pour préserver et renforcer les systèmes de sécurité internationaux et régionaux existants ;

6.2. Développer la coopération internationale pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, le crime organisé, le trafic de drogue et d'autres activités criminelles ;

6.3. Lutte contre la prolifération illicite des armes de destruction massive, de leurs composants et de leurs vecteurs, ainsi que des biens et technologies à double usage.

#### **7. Coopération humanitaire et droits de l'homme :**

7.1. Participation aux instruments internationaux humanitaires et des droits de

l'homme ;

7.2. développer la coopération internationale dans le domaine humanitaire et des droits de l'homme ;

7.3. la mise en œuvre d'une stratégie à long terme visant à promouvoir le développement spirituel et culturel de la diaspora biélorussienne ;

7.4. créer des conditions juridiques et organisationnelles favorables pour les Biélorussiens de souche, les natifs de la République du Belarus et les personnes s'identifiant comme tels, ainsi que pour les membres de leur famille qui ont décidé de retourner en République du Belarus pour y résider de manière permanente.

**8. Coopération internationale en matière de santé, d'éducation, de science, d'information et d'informatisation, de culture, de sport, de tourisme, de protection de l'environnement :**

8.1. Renforcer la coopération internationale en matière de développement sanitaire ;

8.2. attirer des ressources intellectuelles et scientifiques extérieures pour le développement scientifique, éducatif et culturel de la République du Belarus ;

8.3. Accroître la coopération scientifique et technique internationale ;

8.4. Participation à des traités internationaux, développement de relations mutuellement bénéfiques avec des États étrangers, organisations internationales, **échange d'informations** et de technologies, utilisation des réseaux d'information mondiaux internationaux pour accélérer le développement économique ;

8.5. **promouvoir l'intégration de la République du Belarus dans l'espace mondial de l'information, soutenir une coopération internationale mutuellement bénéfique dans le domaine de l'information** et de l'informatisation ;

8.6. Assister les fédérations (unions, associations) nationales d'un ou de plusieurs sports particuliers dans leurs activités internationales et rehausser le profil international de la République du Belarus par la participation active d'athlètes (équipes d'athlètes) biélorussiens à des événements sportifs internationaux ;

8.7. construire l'image de la République du Belarus en tant que région attractive pour le développement du tourisme et promouvoir le produit touristique national sur le

marché extérieur ;

8.8. développer la coopération internationale dans le domaine de la protection de l'environnement et résoudre les problèmes environnementaux à caractère transnational ;

8.9. attirer l'aide de la communauté internationale pour surmonter les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.

### **9. Coopération internationale en matière de gestion des catastrophes :**

9.1. Signaler rapidement l'apparition ou le danger d'une situation d'urgence ;

9.2. la mise en œuvre d'une politique coordonnée de prévention et de réponse aux urgences transfrontalières ;

9.3. l'échange d'informations scientifiques et techniques et d'experts dans le domaine de la gestion des catastrophes ;

9.4. fournir une aide humanitaire aux pays touchés par des situations d'urgence.

### **10. Coopération en matière de codification et de développement progressif du droit international :**

10.1. la participation à l'élaboration de traités internationaux ;

10.2. développer la coopération avec les organisations internationales.

### **11. La coopération transfrontalière :**

11.1. l'interaction avec les pays étrangers aux niveaux régional et local afin de résoudre rapidement les problèmes transfrontaliers, d'attirer les investissements étrangers pour améliorer les infrastructures transfrontalières et de transport, et de créer des organisations commerciales avec des investissements étrangers ;

11.2. Développement et mise en œuvre de projets régionaux d'assistance technique financés par des organisations et des programmes internationaux dans les domaines de l'économie, de l'aménagement du territoire, de l'esprit d'entreprise, des infrastructures, de l'**information**, de l'environnement, de l'éducation, de la culture, du tourisme et du sport ;

11.3. Promouvoir les **eurorégions** comme une forme de coopération transfrontalière pour aplanir les différences de niveaux de développement socio-économique des territoires, pour développer les infrastructures transfrontalières, pour

traiter conjointement les problèmes dans le domaine de la protection de la nature, pour surmonter les déséquilibres en matière d'emploi, les barrières culturelles et linguistiques.

**Pour l'avenir**, la République du Belarus a fondé sa politique socio-économique jusqu'en 2015 sur la continuité des objectifs et des priorités qui ont été formulés et mis en œuvre au cours des années précédentes. Tout porte à croire que le modèle national d'une économie à orientation sociale a bien fonctionné au cours des 15 dernières années et qu'il le restera largement à l'avenir. Toutefois, un développement dynamique exige une amélioration et une modernisation plus actives des mécanismes institutionnels et économiques existants, des institutions économiques et de la politique économique, ce qui renforcera l'efficacité, la durabilité et la compétitivité du modèle de développement existant en République du Belarus. L'objectif principal est d'améliorer le bien-être et les conditions de vie de la population sur la base d'une amélioration des relations socio-économiques, d'un développement innovant et d'une compétitivité accrue de l'économie nationale. À cette fin, le pays envisage

- 1) la formation d'un système national d'innovation ;
- 2) Créer des conditions favorables au développement de l'initiative entrepreneuriale et augmenter l'afflux d'investissements dans l'économie ;
- 3) développer des partenariats public-privé pour assurer la pérennité du système financier public ;
- 4) Autonomie et responsabilité accrues des gouvernements régionaux et locaux dans le traitement des questions socio-économiques<sup>10</sup>.

Considérant que le développement futur de l'économie mondiale sera déterminé par des tensions croissantes entre les centres mondiaux et une accumulation de déséquilibres dans le système commercial et financier mondial, que la crise financière mondiale a déjà conduit à une différenciation croissante entre les pays, que le marché européen connaît une croissance relativement lente et qu'il y a une augmentation marquée de l'activité des marchés émergents, où non seulement la Chine mais aussi l'Inde et le Brésil sont devenus des centres de croissance dynamiques, que la demande de biens étrangers dans les pays augmente de façon significative

Au cours des prochaines années, l'économie biélorussienne sera fortement influencée par les tendances mondiales du développement économique global, ce qui nécessitera d'accroître la compétitivité des fabricants nationaux et d'introduire de nouvelles technologies.

À cet égard, la mise en œuvre d'une politique étrangère multisectorielle cohérente et équilibrée de la République du Belarus, fondée sur les principes de respect mutuel, d'égalité et de partenariat, de non-ingérence dans les affaires des États souverains, se concentrera sur les **domaines** suivants :

1) Détection, prévention et suppression en temps utile, par des moyens politiques et diplomatiques, des tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures de la République du Belarus par des États étrangers et leurs services de renseignement, des organisations internationales et d'autres forces qui ne sont pas reconnues comme des sujets de relations internationales ;

2) S'opposer ou encourager le recours, dans la pratique internationale, à des mesures économiques, politiques et autres mesures coercitives visant à restreindre les droits souverains des États ;

3) La défense résolue des intérêts nationaux dans le cadre des organisations et alliances internationales, y compris régionales, et la promotion de l'autorité de la République du Belarus et de la position de ces structures dans le système des relations internationales ;

4) Préserver le rôle mondial des Nations unies et du Conseil de sécurité de l'ONU pour garantir la stabilité et la sécurité internationales ;

5) Engagement continu en faveur du désarmement nucléaire, de la participation aux régimes de non-prolifération, de la médiation des conflits et du maintien de la paix sous les auspices des Nations unies ;

6) Développer la coopération internationale dans la lutte contre toutes les formes de criminalité transnationale organisée, notamment en ce qui concerne le terrorisme, l'immigration clandestine, la traite des êtres humains et le trafic de drogue ;

7) La participation active de la République du Bélarus aux activités de

l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'aide à l'élimination des déséquilibres dans son fonctionnement, le renforcement cohérent du cadre institutionnel de cette organisation ;

8) La formation d'une union douanière et d'un espace économique commun à part entière, efficaces et mutuellement bénéfiques au sein de la Communauté économique eurasienne, sans exemptions ni limitations artificielles ;

9) l'intensification des activités de la République du Belarus visant à élargir sa participation à des initiatives et des projets mutuellement bénéfiques dans le cadre d'organisations sous-régionales clés : La Communauté des États indépendants, l'Initiative centre-européenne, l'Organisation de coopération économique de la mer Noire et le Conseil des États de la mer Baltique ;

10) le développement d'une ceinture de bon voisinage le long des frontières extérieures de la République du Belarus dans toutes ses dimensions : militaire, politique, culturelle, informationnelle, sociale et économique ;

11) Mise en œuvre efficace de la politique frontalière de l'État, garantissant une approche intégrée de la gestion des frontières, une combinaison optimale des fonctions de barrière avec la création de conditions favorables au développement actif des relations économiques, l'augmentation de l'attrait touristique et commercial du pays ;

12) maintenir et renforcer les fondements de l'État de l'Union, et réaliser le potentiel constructif existant du partenariat stratégique avec la Fédération de Russie ;

13) le développement de relations à part entière avec les États de l'Union européenne, le maintien d'un dialogue actif avec l'Union européenne sur toute une série de questions d'intérêt mutuel en vue de conclure un accord de partenariat et de coopération, ainsi que l'abolition des mesures discriminatoires à l'encontre de l'État biélorussien ;

14) Augmentation constante de l'implication de la République du Belarus dans les processus d'intégration paneuropéens, impliquant principalement une participation active à des projets internationaux liés à la production et au transport de ressources énergétiques et à l'exploitation de corridors de transport ;

15) Approfondir constamment les relations de partenariat stratégique avec la

Chine et le Venezuela, développer une coopération globale avec d'autres États d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, en particulier l'Inde, le Viêt Nam et le Brésil, et adapter l'ampleur de la coopération économique avec eux au niveau des relations politiques ;

16) Développer un dialogue avec les États-Unis fondé sur les principes d'égalité, de respect mutuel et de partenariat sur la base d'intérêts communs, principalement dans le contexte de la sécurité internationale ;

**17) Transmettre au grand public mondial des informations objectives sur le Belarus et sa position sur les grands problèmes internationaux, les initiatives de politique étrangère et les réalisations de la culture et de la science nationales ;**

18) accroître l'efficacité de la protection des droits et des intérêts légitimes des citoyens et des compatriotes biélorussiens à l'étranger.

Dans son récent discours au peuple biélorussien et à l'Assemblée nationale, le chef de l'État biélorussien a exposé l'idée principale et centrale **du renouveau** pour le Belarus, qui affectera également la politique étrangère du pays : "Nous devons

réorienter complètement notre politique étrangère.

des représentations politiques économiques étrangères conformes à nos intérêts. Nous devons aller là où l'on nous attend, là où de nouveaux marchés s'ouvrent"<sup>11</sup> . Cela signifie que le Belarus continuera à s'efforcer de développer des partenariats mutuellement bénéfiques avec tous les pays et toutes les régions, mais qu'il répondra également de manière adéquate aux pressions extérieures et aux politiques de sanctions auxquelles il doit encore faire face.

## Chapitre 3

### **Le multi-vectorisme comme principe de base de la politique étrangère et des médias**

Le système de politique étrangère de l'État, baptisé "multi-vectorisme", a commencé à prendre forme dans l'espace post-soviétique dans la première moitié des années 1990. Le choix de ce système pour la plupart des anciennes républiques soviétiques a été dicté par la nécessité de survivre dans les conditions difficiles provoquées par l'effondrement de l'Union soviétique. En fait, le système multi-vecteurs était un outil qui permettait de corriger les désavantages naturels et de tirer parti des forces existantes des nouveaux États indépendants qui s'étaient lancés dans leur propre politique étrangère. Le fait est qu'il n'existe toujours pas de description scientifique du terme "multi-vectorisme", qui est déjà largement utilisé dans le lexique de la diplomatie et des sciences politiques. Toutefois, il existe un certain nombre de définitions qui, à notre avis, peuvent rendre le sens du terme de manière très complète.

Premièrement, "une politique étrangère multisectorielle est une politique étrangère indépendante dont le trait distinctif est une attitude équilibrée et égale simultanément avec différents centres de pouvoir importants et acteurs mondiaux et régionaux majeurs"<sup>12</sup>. Deuxièmement, pour les nouveaux États indépendants de l'espace post-soviétique, le multi-vectorisme signifiait "un certain style diplomatique, une méthode bénéfique de conduite de la politique étrangère, suivant laquelle les intérêts nationaux formulés par l'élite dirigeante sont le plus pleinement réalisés"<sup>13</sup>. Troisièmement, l'interprétation du principe de la politique étrangère multi-vectorielle exprimée par le président du Kazakhstan, M. Nazarbayev, attire l'attention : "En fait, tous les États peuvent être qualifiés de multi-vectoriels. Cela signifie que dans des conditions d'indépendance, d'autosuffisance, chaque État peut communiquer, commercer, conclure des accords politiques avec tous ceux avec lesquels il est profitable de le faire."<sup>14</sup>. Quatrièmement, même dans la politique étrangère de la Fédération de Russie, le multivectorisme est l'une des caractéristiques clés, comme le souligne le chef du département diplomatique russe, Sergey Lavrov : "Suivre ce principe ne signifie qu'une chose : chaque vecteur est précieux pour nous, et tout

schéma mutuellement exclusif ou "compensatoire" est inacceptable"<sup>15</sup> . En d'autres termes, le principe de l'activité multisectorielle de la politique étrangère russe est "l'aspiration à développer des relations égales et mutuellement bénéfiques avec tous les pays, sans exception, qui y sont prêts"<sup>16</sup> .

En effet, au premier stade de la formation de la Communauté des États indépendants, la nécessité d'une politique étrangère multisectorielle de la part des membres de cette association est apparue comme un besoin d'élargir le cercle des alliés et d'obtenir un mécanisme efficace pour les trouver. À l'époque, le Turkménistan a presque immédiatement choisi la voie de la neutralité et a déclaré qu'il n'adhérerait à aucune union ou association. L'Ouzbékistan a déclaré qu'il avait choisi la voie de l'indépendance. Le Tadjikistan a proclamé une politique de "porte ouverte" qui vise à établir des relations égales avec tous les pays. Au Kazakhstan, l'accent a été mis sur le développement de relations amicales et prévisibles avec tous les États qui jouent un rôle important dans les affaires mondiales et présentent un intérêt pratique.

Le Belarus n'est pas une exception à cet égard. Les déclarations sur la nécessité d'une politique étrangère multisectorielle de la République du Belarus ont été reprises dans des documents et des discours de responsables bélarussiens pratiquement dès les premiers mois de l'indépendance du pays. En 1997, l'approche multisectorielle a été déclarée comme le principe fondamental de la politique étrangère du Belarus, dont la mise en œuvre exigeait "la plus grande précision, des déclarations et des actions bien pensées de la part de la diplomatie bélarussienne, ne laissant aucune place à l'erreur"<sup>17</sup> .

Les processus de mondialisation croissante ont également donné un sérieux élan à la politique étrangère multisectorielle des États post-soviétiques. Après tout, "le problème de la distance à l'ère de la mondialisation devient de moins en moins un obstacle à la mise en réseau"<sup>18</sup> . Par conséquent, dans le processus de développement de la coopération internationale entre les États situés dans différentes régions de la planète, une occasion de comprendre la diversité du monde et les spécificités des différents pays et peuples est apparue. C'est la mondialisation qui a offert aux pays de l'ex-Union soviétique de réelles possibilités et la capacité de combiner

avantageusement différents vecteurs géopolitiques et de les utiliser activement pour intégrer diverses orientations de la politique étrangère dans un seul cours. En fait, avec l'intensification de la mondialisation est apparue la possibilité d'un multivectorisme à plusieurs niveaux, où un vecteur pourrait porter des évaluations qualitatives du régime politique, un autre pourrait sérieusement influencer et soutenir l'élite locale sans contexte idéologique et le troisième pourrait se distinguer par des projets bénéfiques pragmatiques spécifiques.

Mais il ne faut pas oublier que "pour les petits États, dont les ressources politiques et économiques sont limitées, le multiseCTORISME comporte certains dangers"<sup>19</sup>. Ce n'est un secret pour personne que les grandes puissances ou les centres de gravité envoient constamment des signaux aux petits États, leur faisant comprendre qu'ils doivent se décider pour un partenaire ou un vecteur majeur. "Dans cette situation, la politique de multivectorisme risque de ne rester qu'en théorie, tandis que dans la pratique, les États, guidés par l'intérêt de préserver leur souveraineté, glisseront vers un renforcement des relations avec l'un des grands partenaires"<sup>20</sup>. Les attributs négatifs d'une politique étrangère multiseCTORIELLE comprennent également des attributs tels que le camouflage de sa véritable politique étrangère, l'incohérence des relations interétatiques, les tentatives momentanées de corriger l'équilibre en faveur de l'un ou l'autre, l'inconstance et la précipitation entre les centres géopolitiques, l'isolationnisme, la précipitation d'un point de référence à un autre, la dépendance à l'égard de la conjoncture politique, "l'indifférenciation, l'allivisme"<sup>21</sup>.

Néanmoins, la poursuite du multi-vectorisme est un moyen efficace de redistribuer les risques de politique étrangère dans différents "paniers". Il est important que, tout en développant un large éventail de relations de politique étrangère dans diverses directions, que ce soit à l'Est, à l'Ouest, au Nord ou au Sud, un État poursuivant une politique multiseCTORIELLE conserve l'initiative de prendre des décisions indépendantes, plutôt que de devenir l'objet de jeux étrangers. Il est clair que la compréhension mutuelle entre ces phénomènes géopolitiques doit se fonder sur une connaissance approfondie des particularités de chacun d'entre eux, car ils recèlent d'énormes possibilités qui doivent être exploitées au profit des pays et des peuples en

interaction. En d'autres termes, "le développement de relations amicales avec des États en corrélation avec des phénomènes géopolitiques tels que l'Est, l'Ouest, le Nord et le Sud détermine le contenu d'une politique étrangère multi-vectorielle"<sup>22</sup> .

Bien sûr, il n'est possible de réussir à mettre en œuvre une politique étrangère équilibrée, pragmatique, avec des avantages mutuels et une affirmation ferme des intérêts nationaux, avec une approche différenciée et à plusieurs niveaux de l'interaction avec divers pays étrangers et organisations internationales dans le contexte des processus et tendances ambigus du système actuel des relations internationales, qui s'expriment par toutes sortes de contradictions et de conflits entre leurs participants, que si l'État utilise l'ensemble des relations internationales du pays. En outre, "la nécessité de créer une opinion publique favorable à la coopération avec un État donné est l'un des défis de la politique multisectorielle"<sup>23</sup> , qui, par définition, devrait être abordé par le segment international du journalisme national de chaque pays poursuivant une approche multisectorielle dans sa politique étrangère. La pratique réelle montre que tous les pays post-soviétiques ne parviennent pas à traiter ce problème avec succès par les journalistes internationaux. Cela est dû à un certain nombre de circonstances. Attardons-nous sur certains d'entre eux.

Il est connu que la qualité de la couverture internationale dans les médias d'un État donné dépend, avant tout, de l'activité de la position internationale du pays lui-même, mais aussi de facteurs tels que l'intérêt des lecteurs, des téléspectateurs, des auditeurs pour les questions internationales. L'expérience de la formation du journalisme international dans l'espace post-soviétique au cours des deux dernières décennies a démontré la corrélation suivante : à mesure que la situation socio-économique des pays se détériorait fortement, l'intérêt du public pour le monde extérieur diminuait aussi sérieusement. Cela s'est traduit par le fait que les questions politiques et économiques internationales ont été remplacées par des questions purement nationales dans la sphère médiatique. Cette tendance a entraîné le départ de journalistes internationaux qualifiés et la dégradation de la couverture internationale elle-même dans la presse, à la radio, à la télévision et sur Internet, et a donné lieu à la triste conclusion que si "la société ne s'intéresse pas aux événements internationaux, si

la politique étrangère de l'État n'a pas d'intérêts mondiaux ou régionaux, alors il ne faut pas s'attendre à ce que les journalistes <...> soient capables et aptes à couvrir des événements particuliers de la vie internationale"<sup>24</sup> .

Il semble qu'une formulation aussi rigide de la question dans ce plan thématique ne soit toujours pas typique de la République du Bélarus, ce qui peut s'expliquer par la politique étrangère pertinente de l'État bélarussien à toutes les étapes de son développement souverain. Ainsi, depuis la seconde moitié des années 1990, cette politique "se développe activement et normalement dans deux directions : à l'est et au sud, tandis qu'à l'ouest et au nord (ce dernier est adjacent à l'ouest), elle connaît un sérieux déséquilibre, surtout dans la sphère politique, se limitant principalement à la sphère économique extérieure"<sup>25</sup> . Et déjà à la fin des années 1990, un cours pour une politique étrangère multi-vectorielle a été proclamé au niveau de l'État en Biélorussie.

Au niveau législatif, les grands principes, buts et objectifs de la politique étrangère bélarussienne ont été définis en 2005, dans la loi "sur l'approbation des lignes directrices de la politique intérieure et étrangère de la République du Belarus". Le document souligne le développement d'une coopération globale avec les États étrangers et les organisations internationales, la considération mutuelle et le respect des intérêts de tous les membres de la communauté internationale, sur la base des principes et des normes universellement reconnus du droit international. L'orientation principale dans la sphère de la politique étrangère est "l'amélioration de la politique économique extérieure de l'État basée sur la nature multisectorielle, la division internationale du travail établie et les marchés des biens et services"<sup>26</sup> .

La République du Belarus a dû façonner son parcours international multisectoriel dans une situation où le monde est entré dans une phase de transformations géopolitiques, économiques et sociales cardinales caractérisées par une intensité et un dynamisme élevés, où "la formation de nouveaux centres de pouvoir s'accompagne d'une aggravation de la rivalité entre les États et de la concurrence des modèles de développement futur"<sup>27</sup> . L'accroissement des tensions internationales au cours des dernières années a considérablement réduit la crédibilité des partenaires au niveau interétatique. L'émergence de menaces dites hybrides et l'intensification des

sanctions ont encore compliqué l'approche de la communauté internationale pour trouver des solutions cohérentes aux problèmes du monde. En outre, "les guerres de l'information, l'activation de ce que l'on appelle les cinquièmes colonnes et la formation d'une opinion publique négative par les médias et l'internet ont pris une importance considérable"<sup>28</sup> .

La perte de confiance mutuelle entre les acteurs mondiaux, leur manque de volonté de compromis et le retour à des éléments de confrontation en bloc, qui amènent le monde au bord d'une nouvelle guerre, sont encore plus alarmants dans notre époque turbulente. Dans ces circonstances, nous ne voyons d'issue que dans la recherche de moyens optimaux de développement durable pour l'ensemble de la communauté mondiale, plutôt que pour les pays individuels. C'est pourquoi la partie biélorusse voit la nouvelle formule de coopération universelle mutuellement bénéfique dans le fait que, comme elle l'a déclaré lors de la discussion générale de la 70e Assemblée générale des Nations unies, "son thème principal est l'idée d'intégration des intégrations comme la tendance la plus pertinente du monde moderne"<sup>29</sup> .

D'autant plus qu'aujourd'hui, les perspectives de coopération entre les Unions économiques européenne et eurasiennne, la mise en œuvre du projet à grande échelle de la Route de la soie, le Partenariat transpacifique et la Zone de libre-échange transatlantique, ainsi qu'un certain nombre d'autres projets d'intégration deviennent déjà pertinents à différents niveaux. C'est pourquoi une politique étrangère multisectorielle dans le contexte moderne devient l'outil créatif qui permet non seulement d'éviter une confrontation dangereuse et inutile des modèles d'intégration, mais aussi de parvenir à leur compatibilité et à leur soutien mutuel.

La politique étrangère multisectorielle de l'État biélorusse est un principe fondamental, qui implique le développement de relations constructives équilibrées avec les partenaires des différentes régions du monde avec lesquels le Bélarus "est guidé par les principes de pragmatisme et de cohérence, de respect mutuel, d'égalité, de non-ingérence dans les affaires intérieures, de rejet des pressions et de la coercition"<sup>30</sup> tout en instaurant un dialogue et une coopération mutuellement bénéfique. Ce parcours multisectoriel du Belarus est conditionné par un certain nombre de

circonstances, parmi lesquelles la position géographique du pays, dont le territoire est traversé par des voies de transport majeures en provenance d'Europe et d'Asie, et l'histoire de l'État biélorussien, qui a connu les conséquences désastreuses de nombreuses guerres et conflits européens. Aujourd'hui, la République du Belarus est reconnue par l'ensemble de la communauté internationale comme un État européen souverain, qui mène une politique étrangère indépendante, pacifique et multisectorielle, développant activement la coopération avec des partenaires étrangers dans diverses parties du monde et contribuant de manière substantielle au renforcement de la sécurité et de la stabilité internationales.

La nature multi-vectorielle de la politique étrangère du Belarus est également mise en évidence par les chiffres suivants. Début 2016, la Biélorussie entretenait des relations diplomatiques avec 174 pays. Aujourd'hui, les représentations diplomatiques du Belarus sont présentes dans 56 pays sur les cinq continents. Rien qu'en 2014, des ambassades du Belarus ont été ouvertes en Australie, au Qatar, en Mongolie, au Pakistan et en Équateur, tandis que l'Italie a ouvert un consulat général de la République du Belarus à Milan. Les pays étrangers sont désormais représentés à Minsk par 45 ambassades, 4 succursales d'ambassade, 2 missions commerciales, 35 bureaux consulaires, y compris des consuls honoraires. Un autre fait important est que 88 missions étrangères ont déjà été accréditées au Belarus.

Son statut de carrefour géopolitique offre à la République du Belarus une chance séduisante de tirer le meilleur parti de sa situation géographique favorable et du potentiel industriel et de transit dont elle dispose, mais il rapproche en même temps de ses frontières des conflits qui, jamais dans son histoire souveraine, n'ont éclaté et ne se sont développés de manière aussi rapide et imprévisible. Par conséquent, tout en adhérant à des approches uniformes pour le développement des relations avec tous les pays étrangers, le Belarus concentre toujours ses efforts de politique étrangère multisectorielle sur un certain nombre de domaines les plus importants et les plus prometteurs, parmi lesquels les priorités suivantes peuvent être soulignées.

I. La **Fédération de Russie**, dont le partenariat stratégique est conditionné par des facteurs géographiques, géopolitiques et historiques, la complémentarité mutuelle

des économies des deux pays, les liens étroits de coopération entre les entreprises. Les principales tâches économiques étrangères vont dans ce sens :

- 1) l'augmentation du volume des exportations biélorussiennes ;
- 2) l'utilisation efficace du potentiel des liens directs entre les régions des deux pays ;
- 3) approfondir la coopération ;
- 4) l'expansion des réseaux de distribution de produits de base en Biélorussie ;
- 5) attirer les investissements.

Le domaine prioritaire de la coopération entre le Belarus et la Russie est la coopération régionale visant à

- 1) Augmenter le volume de l'offre mutuelle de biens ;
- 2) l'expansion du réseau de distribution ;
- 3) Renforcement de la coopération en matière de production ;
- 4) l'établissement d'usines d'assemblage.

Les districts fédéraux du Centre, de l'Oural, de la Volga et du Nord-Ouest sont les leaders du commerce mutuel avec le Belarus, et parmi les sujets fédéraux russes - les régions de Moscou, de Saint-Pétersbourg, de Tioumen, de Smolensk, d'Orenbourg, de Briansk, de Nijni Novgorod, de Kalouga et la République du Tatarstan, qui représentent plus de "70 % du chiffre d'affaires du commerce entre le Belarus et la Russie"<sup>31</sup> .

II. Les pays de la **Communauté des États indépendants** et de l'**Union économique eurasienne, avec lesquels** le processus d'intégration post-soviétique prend une forme de plus en plus concrète. Dans la **CEI**, le potentiel d'interaction de l'intégration se situe au niveau de la coopération commerciale et économique ainsi qu'au niveau.. :

- 1) la mise en œuvre des dispositions du traité sur la zone de libre-échange ;
- 2) L'établissement d'une zone de libre-échange pour les services ;
- 3) façonner davantage l'espace d'éducation et d'investissement ;
- 4) le développement de la coopération humanitaire, transfrontalière et transfrontalière ;

5) renforcer la sécurité environnementale.

Les principaux partenaires commerciaux du Belarus dans la CEI sont l'Ukraine, le Kazakhstan, la Moldavie, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, "qui représentent plus de 95 % des exportations du Belarus vers la région de la CEI (à l'exclusion de la Russie)"<sup>32</sup> .

L'UEE crée aujourd'hui des conditions supplémentaires pour le développement durable de l'économie biélorusse, au détriment des pays suivants

1) assurer la liberté de circulation des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre ;

2) la mise en œuvre de politiques cohérentes dans les secteurs clés de l'économie ;

3) Le développement de liens de coopération ;

4) La mise en œuvre de projets communs d'investissement et d'innovation

;

5) le respect des règles de concurrence uniformes, des normes et des exigences relatives aux biens et aux services ;

6) l'accès aux services des monopoles naturels et aux marchés publics.

III. Les pays de l'**Union européenne**, avec lesquels le Belarus a intensifié ses relations dans des domaines d'intérêt mutuel tels que le commerce et les investissements, le transport et le transit, la coopération transfrontalière et régionale, la facilitation des visas et la protection de l'environnement. Les principaux partenaires commerciaux et économiques du Belarus parmi les pays européens sont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne, l'Italie, la Lituanie, le Royaume-Uni et la Lettonie, tandis que les principaux investisseurs dans l'économie biélorussienne sont le Royaume-Uni, Chypre, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, la Lituanie et la Lettonie.

Celui du Belarus vise à intensifier la coopération avec les partenaires européens et à développer des projets concrets visant à

1) le développement d'un réseau de connexions d'énergie et de transport ;

2) Renforcer la sécurité énergétique régionale ;

3) la lutte contre les menaces environnementales ;

4) améliorer l'efficacité de la sécurité des frontières et de la facilitation des échanges douaniers.

C'est sur le vecteur européen que le Belarus n'a cessé de promouvoir l'idée d'une intégration des intégrations, qui "à l'avenir pourrait servir de base à l'harmonisation des processus d'intégration au sein de l'Union européenne et de l'Union économique eurasienne, ainsi qu'à la création d'un espace économique et humanitaire commun de Vladivostok à Lisbonne"<sup>33</sup>.

**IV. La République populaire de Chine**, dont les relations ont atteint ces dernières années le niveau d'un partenariat stratégique global et sont construites "sur les principes du respect mutuel, du soutien et de la coopération multiforme"<sup>34</sup>, dont la structure peut être distinguée dans les principaux domaines suivants :

- 1) l'intégration profonde et mutuelle des industries et des entreprises ;
- 2) les technologies de l'information ;
- 3) la création de centres communs de recherche et de formation ;
- 4) le développement conjoint de la science sectorielle ;
- 5) une coopération interrégionale directe et systématique.

Pour une mise en œuvre réussie, des mécanismes sont déjà en cours de formation pour encourager les investissements directs chinois dans le secteur de l'énergie, la production de matériaux de construction, les infrastructures de transport, la production et la transformation de produits agricoles. Et les régions jumelles des deux pays ont élaboré une feuille de route pour l'approfondissement de la coopération commerciale et économique, fixant les projets conjoints prioritaires, ainsi que les domaines de coopération prometteurs pour tous.

Les régions du Belarus et Minsk avec les provinces chinoises de Heilongjiang, Jiangsu, Zhejiang, Sichuan, Gansu, Guangdong, Hubei et la capitale, Pékin.

**V. Les pays du Sud**, où dans les régions d'**Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Afrique**, la partie biélorussienne vise à diversifier progressivement le commerce et à approfondir la coopération économique afin de créer des conditions de croissance supplémentaires pour son économie orientée vers l'exportation. Les principales orientations du développement des relations sont ici structurées comme suit

:

1) Un engagement politique et économique accru avec les partenaires traditionnels - Argentine, Brésil, Cuba, Égypte, Inde, Iran, Japon, Syrie, Afrique du Sud, Émirats arabes unis, Venezuela et Vietnam ;

2) Établissement d'un dialogue et entrée active sur les marchés présentant un potentiel important de coopération mutuellement bénéfique - Angola, Australie, Bolivie, Cambodge, Colombie, Indonésie, Laos, Malaisie, Mozambique, Mongolie, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Pérou, Qatar, Arabie saoudite. Équateur, Éthiopie.

Avec l'**Afrique**, le domaine clé de la coopération commerciale et économique du Belarus est l'expansion des exportations biélorussiennes de biens et de services et le développement de nouveaux marchés. Le domaine le plus prometteur pour l'engagement du Belarus avec les pays du **Moyen-Orient** est la coopération en matière d'investissement, qui implique des projets communs dans les secteurs de la fabrication, de la construction, de l'agriculture, de l'hôtellerie et du commerce. Les pays **asiatiques**, qui affichent le taux de croissance du produit intérieur brut le plus élevé de la planète, constituent à la fois un marché prometteur et en pleine expansion pour les biens et services biélorussiens et un investisseur prometteur dans l'économie biélorussienne. Les pays d'**Amérique latine sont un** vecteur de la politique étrangère du Belarus, qui vise à consolider les relations à long terme, à élargir le dialogue politique, à renforcer le cadre juridique et à promouvoir les intérêts des entreprises biélorussiennes, notamment par la création de coentreprises, l'ouverture de maisons de commerce et de bureaux de représentation.

VI. Enfin, **les États-Unis d'Amérique**, avec lesquels la partie biélorussienne voit l'objectif de développer un dialogue constructif et égalitaire basé sur la considération mutuelle des intérêts, ainsi que d'étendre la coopération bilatérale à part entière sur des questions mondiales d'actualité telles que la lutte contre le trafic d'êtres humains, la lutte contre la propagation de substances narcotiques et psychotropes, la cybercriminalité et la pornographie infantine sur Internet, la protection des installations nucléaires, la non-prolifération des armes de destruction massive.

Toutes ces orientations de la politique étrangère biélorusse présentées ci-dessus

sont très éloquentes pour souligner l'idée que, dans les conditions actuelles de sortie de la crise mondiale, il est nécessaire d'accroître la coopération internationale dans tous les domaines. Et cela sera absolument conforme à la logique du principe de la politique étrangère multi-vectorielle. Dans ce cas, la coopération internationale devrait se fonder non seulement sur les connaissances, les innovations et les technologies avancées introduites dans la production de masse, mais aussi sur la formation active d'un espace commun d'information et de médias, d'interaction et de partenariat, sur l'introduction des principes d'égalité et de respect mutuel dans la conscience de masse de millions de personnes. Après tout, les médias jouent aujourd'hui un rôle extrêmement important dans les processus de rapprochement des pays et des peuples : "La promotion active de l'idée <...> d'intégration présuppose une position créative tout aussi active des médias de masse, leur responsabilité historique envers la société"<sup>35</sup> .

Il faut supposer que la responsabilité croissante à l'égard de ses lecteurs, auditeurs et téléspectateurs indique la voie à suivre pour les médias modernes, non seulement pour respecter certains critères de valeur, mais aussi pour faire preuve des plus hautes compétences professionnelles, basées sur une connaissance compétente des caractéristiques sociales, ethniques, linguistiques, religieuses, culturelles, civilisationnelles de son public. C'est la seule façon de contrer les guerres de l'information observées aujourd'hui dans la sphère médiatique - des guerres sans règles, dont de plus en plus de personnes sur notre planète sont témoins et victimes.

## Chapitre 4

### Caractéristiques de la diplomatie parlementaire dans le contexte des défis mondiaux

En septembre 2016, la République du Bélarus a élu son sixième parlement. Le temps qui s'est écoulé depuis lors a montré que l'un des domaines les plus importants de ses activités est en train de devenir une augmentation significative de ce que l'on appelle la "diplomatie parlementaire", qui devrait être basée sur les tâches de "diversification des marchés, promotion des biens et services bélarussiens"<sup>36</sup>. Rappelons que le concept de "diplomatie parlementaire" fait référence à la totalité des actions actives du parlement, des groupes en son sein ou des parlementaires individuels pour atteindre les objectifs de politique étrangère dans les formats de dialogue, ainsi qu'aux divers aspects des activités internationales des parlementaires liées à la fois à la mise en œuvre des obligations internationales de l'État et à la promotion de ses diverses initiatives de politique étrangère et d'économie extérieure.

On estime que les formats de dialogue que les représentants élus du peuple sont appelés à construire sur la scène internationale peuvent faciliter la recherche de stratégies efficaces pour résoudre les problèmes et les contradictions mondiaux et régionaux. Et si l'on se souvient que l'environnement international actuel est caractérisé par une forte volatilité continue et une incertitude croissante dues aux transformations mondiales en cours et à l'impact négatif des défis et menaces traditionnels et nouveaux, il est facile de comprendre pourquoi aujourd'hui "la tendance à l'augmentation de l'activité multifonctionnelle des parlements dans les relations internationales est de nature universelle. Elle s'étend à pratiquement tous les États du monde et aux structures interparlementaires qu'ils ont créées"<sup>37</sup>.

En évaluant l'état actuel de développement de la diplomatie parlementaire, il faut également comprendre qu'elle revient de plus en plus à l'intérêt national et commence à aborder des questions sérieuses de politique étrangère et d'économie. Et c'est tout à fait compréhensible, puisque "le retour aux intérêts nationaux et aux approches pragmatiques n'est à bien des égards pas seulement une réaction aux crises extérieures,

mais aussi une étape logique pour repenser la méthodologie de mise en œuvre <...> des objectifs dans la politique mondiale"<sup>38</sup> . A son tour, l'intensification de l'activité parlementaire sur la scène internationale est un point de croissance important dans le développement de l'institution du parlementarisme elle-même et l'établissement du parlement national comme l'un des centres de développement de la stratégie de politique étrangère, car "l'augmentation de l'impact de la diplomatie parlementaire au niveau mondial peut être observée dans l'augmentation des pouvoirs, la portée géographique de l'activité et l'éventail des questions abordées"<sup>39</sup> .

En d'autres termes, la diplomatie parlementaire est un outil permettant d'améliorer les méthodes de débat et de créer un environnement propice à la coopération internationale, tant au niveau bilatéral que multilatéral. Il est important que les parlementaires, dans la réalité politique et économique mondiale actuelle, s'intègrent organiquement dans le système de mise en œuvre de la politique étrangère et de prise de décision efficace, en s'appuyant sur une composante analytique renforcée de leur travail, car c'est une analyse approfondie de la situation dans les pays étrangers qui peut rendre efficace leur recherche de moyens possibles d'influencer la société civile pour traiter les problèmes d'engagement existants.

Dans ce contexte, la question de l'amélioration du support d'information pour les activités de politique étrangère du parlement national est également pertinente, afin de façonner de manière ciblée non seulement son image internationale, mais aussi celle du pays dans son ensemble. D'autant plus qu'"un problème important dans le domaine de l'information est l'accès trop fermé à l'information, le niveau excessif de secret, les matériaux présentés à la presse auraient pu être considérablement élargis en précisant les domaines d'activité et la liste de certaines initiatives proposées"<sup>40</sup> .

Les principales formes d'activités des parlements nationaux en matière de politique étrangère sont aujourd'hui au nombre de plusieurs. Premièrement, le renforcement institutionnel de la coopération internationale par la création d'un cadre juridique et de traités, l'amélioration du droit international et l'adoption de déclarations, d'appels et de résolutions sur des questions de politique étrangère. Deuxièmement, le renforcement de la sécurité internationale par la participation des parlementaires aux

conférences internationales, aux symposiums, aux discussions, aux tables rondes, aux missions de maintien de la paix et à l'observation des élections dans d'autres pays. Troisièmement, le développement de la coopération interparlementaire par le biais de réunions internationales de parlementaires, de contacts personnels avec leurs homologues étrangers et de représentants d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

les organisations non gouvernementales.

En ce qui concerne le parlement biélorusse, la coopération interparlementaire occupe une place particulière dans son système d'activités de politique étrangère, car "cette forme contient le potentiel maximal pour mener sa propre politique internationale active, ainsi que pour aider la diplomatie officielle à mettre en œuvre des initiatives de politique étrangère"<sup>41</sup>. Parmi les priorités de la diplomatie parlementaire biélorusse figurent les questions de lutte contre la crise, ainsi que la promotion du commerce, de la coopération économique et industrielle et des liens internationaux entre les régions biélorusses dans tous les domaines. Nous examinerons comment cette coopération est mise en œuvre dans la pratique, en utilisant l'exemple du développement de partenariats entre le parlement biélorusse et ses homologues au **Kazakhstan, au Pakistan et en Malaisie.**

En mars 2017, une délégation parlementaire **du Kazakhstan, dirigée par** le président du Majilis du Parlement, N. Nigmatulin, a visité le Bélarus. Cette visite a mis en évidence le désir mutuel et très vif de Minsk et d'Astana d'élargir la panoplie des outils d'interaction entre le Belarus et le Kazakhstan par le biais d'une forme de dialogue bilatéral aussi efficace que la diplomatie parlementaire. C'est pourquoi, lors des nombreuses réunions des parlementaires kazakhs sur le sol biélorusse, ils ont discuté non seulement de la coopération interparlementaire, mais aussi de l'interaction dans la sphère commerciale et économique, de l'amélioration du cadre juridique et du fonctionnement des installations d'assemblée communes au Kazakhstan.

L'engagement de la diplomatie parlementaire pour aborder un certain nombre de questions dans le partenariat entre le Belarus et le Kazakhstan est très opportun, ne serait-ce que pour la raison qu'aujourd'hui les parties "doivent faire des efforts pour

surmonter le déclin de la coopération commerciale et économique, tant au niveau bilatéral que dans le cadre de l'Union économique eurasienn<sup>42</sup>. En effet, en 2014, le chiffre d'affaires commercial entre le Belarus et le Kazakhstan a atteint un niveau record de près d'un milliard de dollars. Cependant, en 2016, le volume des échanges mutuels a diminué de plus du double, s'élevant à 419,1 millions de dollars. Bien que, dans ce cas, la balance commerciale ait été positive pour le Belarus en raison des livraisons de tracteurs et de camions-tracteurs biélorusses, de lait et de produits laitiers, de machines et de mécanismes pour la récolte et le battage des cultures, de camions et de meubles au Kazakhstan, la tâche prioritaire des parlementaires des deux pays est aujourd'hui de "garantir un soutien législatif efficace à toutes les décisions et à tous les accords des chefs d'État". <...> Une autre tâche importante est de travailler à l'augmentation du chiffre d'affaires commercial<sup>43</sup>.

Il convient de noter que le principal document sur le développement pratique des relations bilatérales entre le Belarus et le Kazakhstan est aujourd'hui le plan d'action intergouvernemental pour 2017-2018, qui couvre tous les domaines d'interaction, y compris les questions commerciales et économiques, scientifiques et techniques, culturelles et humanitaires, ainsi que les questions régionales. Conformément à ce document, les parties se sont fixées pour objectif de rétablir le niveau du chiffre d'affaires commercial en 2014 et même de le dépasser dans un avenir proche. Et certaines mesures sont prises dans ce sens.

Le montage d'équipements de carrière et d'exploitation minière de l'usine automobile biélorusse a déjà été organisé au Kazakhstan, de même que celui de tracteurs, de moissonneuses-batteuses de céréales et de fourrage, d'ascenseurs de cargaison et de passagers et d'équipements de lutte contre l'incendie biélorusses. Au total, il existe actuellement "huit usines d'assemblage conjoint de machines et d'équipements biélorusses au Belarus. Les parties travaillent au lancement de six autres usines d'assemblage<sup>44</sup>. En particulier, l'usine de petits équipements de mécanisation de Pinsk et Dorelektromash LLC prévoient de prendre part à la production. En outre, la coopération dans le secteur industriel sera étendue très prochainement grâce à la création du parc industriel et technologique biélorusse-

kazakh à Kokshetau. Et début 2017, l'usine d'Astana Motors à Almaty a commencé à produire des camions sous la marque Minsk Automobile Plant. Il est important que "le projet MAZ au Kazakhstan n'envisage pas seulement l'assemblage de camions à grande échelle. Aujourd'hui déjà, la part des composants locaux atteint 30 %. D'ici la fin de l'année, le pourcentage de localisation de la production augmentera de 50 %"<sup>45</sup> .

Tous ces faits laissent penser que les parties ont créé une base certaine pour l'élaboration et l'adoption du programme de coopération sociale et économique entre le Belarus et le Kazakhstan jusqu'en 2026, qui devrait être signé en 2017. Ce document, qui sera facilité par les parlementaires des deux pays, pourra poursuivre et développer tant les projets déjà lancés de création d'un parc industriel et technologique de machines agricoles et municipales, d'assemblage conjoint de camions-bennes municipaux sur la base de l'usine automobile de Minsk et des moissonneuses-batteuses de Lidagroprommash, que ceux qui sont encore en cours d'élaboration. Ce programme pourrait notamment ouvrir "de bonnes perspectives de coopération dans le domaine des drones, de la coopération dans l'industrie spatiale"<sup>46</sup> , ainsi que la participation de la partie biélorusse à la mise en œuvre de l'initiative à grande échelle du dirigeant kazakh Nursultan Nazarbayev pour la troisième modernisation du pays. Rappelons qu'à la fin du mois de janvier 2017, le chef de l'État kazakh a défini cinq grandes priorités pour la réforme de l'économie du Kazakhstan, dont la mise en œuvre assurera sa croissance supérieure à la moyenne mondiale et sa progression durable dans le top 30 des pays avancés. "La première priorité est l'accélération de la modernisation technologique"<sup>47</sup> , dans le cadre duquel un programme "Kazakhstan numérique" sera créé, où les développements des spécialistes biélorusses pourront être utilisés avec l'introduction généralisée d'éléments de la quatrième révolution industrielle tels que l'automatisation, la robotique, l'intelligence artificielle.

**Le Pakistan fait** partie des pays asiatiques avec lesquels la République du Belarus a développé ses relations de manière particulièrement intensive au cours des dernières années. Les deux visites du dirigeant biélorusse au Pakistan en 2015 et 2016 et les visites d'échange des Premiers ministres Sharif et Kabiakou en août et novembre 2015 ont montré que le moment était venu d'apporter des changements fondamentaux

aux relations bilatérales entre le Bélarus et le Pakistan. La feuille de route pour la coopération à court et moyen terme entre le Belarus et le Pakistan "fixe l'objectif de porter le commerce mutuel à un milliard de dollars d'ici 2020".<sup>48</sup>

En 2017, les parties sont arrivées à la conclusion que "des interactions régulières entre les parlementaires sont nécessaires pour approfondir la coopération". Ce sont les parlements qui servent de ponts importants pour établir des contacts entre les peuples, approfondir la compréhension mutuelle et développer une coopération mutuellement bénéfique"<sup>49</sup>. C'est pourquoi, en avril 2017, la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale de Biélorussie et l'Assemblée nationale du Parlement du Pakistan ont signé une déclaration commune et un protocole d'accord, affirmant que "l'on ne peut développer une interaction à part entière sans établir et renforcer un dialogue interparlementaire efficace"<sup>50</sup>.

Il convient de noter que le potentiel d'expansion de l'engagement actuel entre la Biélorussie et le Pakistan est basé sur le constat que l'économie de ce pays asiatique est en pleine croissance et offre de grandes opportunités d'investissement dans l'agriculture, l'agro-industrie, les produits pharmaceutiques, l'industrie légère, l'ingénierie mécanique, l'industrie pétrolière et gazière. Et dans un certain nombre de ces domaines, des mesures concrètes ont récemment été prises en termes de coopération effective avec la partie biélorusse. Par exemple, fin mars 2017, la partie pakistanaise a annoncé son intention de mettre en œuvre un projet d'investissement visant à ouvrir une usine d'assemblage de tracteurs biélorusses dans la province du Pendjab, qui sont déjà bien connus ici.

Il convient de rappeler que Minsk Tractor Works a commencé à fournir ses machines au Pakistan en 1955. Depuis lors, elle y a exporté plus de 130 000 machines. En 2015, l'usine d'Orient Tractor au Pakistan a ouvert un site d'assemblage pour la production de machines biélorusses - environ quatre mille tracteurs par an. Mais "à ce jour, le parc de tracteurs du Pakistan est estimé à 700 000 machines. La demande annuelle du marché est de 85-90 mille tracteurs"<sup>51</sup>. C'est pourquoi il y a des raisons de croire que le nouveau projet d'assemblage de machines agricoles biélorusses apportera de réels avantages à ses participants. D'autant plus que la partie biélorusse a

proposé à ses partenaires pakistanais non seulement d'assembler des tracteurs mais aussi de fournir aux agriculteurs locaux des machines et des technologies agricoles. Et à l'avenir, l'entreprise commune située dans l'État du Pendjab assemblera non seulement des machines agricoles mais aussi des machines municipales.

Le thème du développement de la coopération bilatérale dans le complexe agro-industriel a récemment reçu une forte impulsion lors du premier forum agricole conjoint biélorusse-pakistanais qui s'est tenu en avril 2017 au Pakistan, auquel a participé une délégation représentative conduite par le président de la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale du Bélarus V. Andreichenko. Lors de cet événement marquant, la partie biélorussienne a exprimé les principales priorités de la coopération bilatérale dans le secteur agro-industriel, notamment "l'augmentation du chiffre d'affaires mutuel, la création d'installations de transformation communes, le partage des réalisations avancées dans le domaine des sciences agraires et l'organisation de formations communes"<sup>52</sup>.

Par exemple, les producteurs biélorusses tels que Polotsk Dairy Factory OJSC, Vitebsk Broiler Poultry Factory OJSC, Orsha Meat Canning Factory OJSC pourront intensifier leurs opérations d'exportation sur le marché pakistanais, CJSC Meat and Dairy Company, Biokom LLC, OJSC Agrokombinat Dzerzhinsky, OJSC Lidselmash, OJSC Gomselmash qui ont démontré leur production et leur potentiel technologique lors du premier forum agricole conjoint. En termes de nouvelles productions conjointes, nous parlons de "création d'entreprises de transformation de la viande de volaille, de construction de serres, de complexes de séchage des céréales"<sup>53</sup>, car les parties ont déjà de bonnes pratiques en matière de conception et d'équipement des bâtiments d'élevage, des entrepôts de fruits et légumes et des complexes de serres. Quant à l'échange de réalisations avancées dans le domaine des sciences agricoles, le protocole d'accord et de coopération entre l'Université technique agraire d'État du Bélarus et l'Université agraire de Faisalabad, signé en avril 2017, devrait offrir des possibilités supplémentaires.

**La Malaisie est un** État d'Asie du Sud-Est que la République du Belarus considère comme un partenaire important et prometteur dans la région, et dont le

potentiel de coopération n'a pas encore été exploité. En 2015, le pays s'est classé au 25e rang en termes de valeur des exportations biélorussiennes parmi tous les partenaires commerciaux du Bélarus. Les fournitures mutuelles s'élevaient alors à près de 160 millions de dollars, avec un excédent de 65,1 millions de dollars pour la partie biélorusse. En 2016, la tendance s'est pratiquement poursuivie : les exportations biélorusses vers la Malaisie ont dépassé 85 millions de dollars en dix mois, avec un excédent de quarante millions de dollars. Toutefois, les engrais potassiques se sont taillé la part du lion dans l'approvisionnement du Bélarus, ce qui est compréhensible, car la Malaisie est l'un des plus gros consommateurs de chlorure de potassium en Asie du Sud-Est. Au cours de la même année 2015, 406,9 mille tonnes de ces engrais d'une valeur de 109,5 millions de dollars ont été importées ici, et en 2016 - 546,2 mille tonnes d'une valeur de 104,6 millions de dollars. Ces faits montrent à eux seuls que les deux parties ont la possibilité d'aller de l'avant en termes de coopération commerciale et économique - de diversifier les approvisionnements mutuels. Mais pour ce faire, nous devons déterminer les mécanismes de coopération bilatérale les plus efficaces.

Minsk a son propre avis sur la question, qui est toutefois partagé par Kuala Lumpur : "La coopération interparlementaire devrait devenir l'une des pierres angulaires des relations entre le Belarus et la Malaisie"<sup>54</sup> . Et, selon toute apparence, les parties prennent déjà des mesures concrètes pour atteindre cet objectif. Dès février 2013, un groupe de travail sur la coopération avec le parlement malaisien a été créé au sein de l'Assemblée nationale de la République du Bélarus. En guise de réciprocité, en avril 2014, le groupe d'amitié parlementaire malaisien-biélorusse a été formé au Parlement de Malaisie, dont les représentants, dirigés par le vice-président de la Chambre des représentants R. Kiandi, sont arrivés à Minsk en août de la même année, où ils ont formulé avec leurs collègues biélorusses l'une des tâches les plus importantes du partenariat biélorusse-malaisien : " Les deux pays doivent créer et développer le cadre juridique de la coopération "<sup>55</sup> .

Les travaux sur une série de projets d'accords bilatéraux ont commencé immédiatement : sur la coopération économique, scientifique, technologique et culturelle ; sur la promotion et la protection mutuelle des investissements ; sur la

coopération dans la lutte contre la criminalité ; sur la suppression mutuelle des visas ; sur la coopération dans le domaine juridique ; sur la coopération militaire et technique ; sur la coopération entre la Chambre de commerce et d'industrie du Belarus et la Chambre nationale de commerce et d'industrie de Malaisie ; sur la coopération entre la branche de Minsk de la Chambre de commerce et d'industrie du Belarus et la Chambre internationale de commerce de Malaisie. Enfin, en 2016, les parties ont signé un mémorandum sur la coopération interparlementaire, notant que " le Bélarus et la Malaisie disposent de la base nécessaire pour approfondir le dialogue politique, développer les relations commerciales et économiques, la coopération dans les domaines de la culture, de la science, de l'éducation et des soins de santé "56 , qu'il existe un énorme potentiel de coopération non réalisé et que les points de contact sont nombreux.

La visite à Minsk, en décembre 2016, du président de la Chambre des représentants du Parlement malaisien, P.A. Mulia, a démontré l'ampleur de l'éventail thématique auquel les parlementaires des deux pays seront associés dans la coopération biélorusse-malaisienne dans un avenir proche : industrie, tourisme, éducation, haute technologie, complexe militaro-industriel, création de coentreprises, renforcement des liens interrégionaux et scientifiques et techniques. En particulier, en ce qui concerne la coopération scientifique et technologique, ici "des projets dans le domaine de la biotechnologie, de la microbiologie, de l'optique laser, des nouveaux matériaux pourraient être mis en œuvre sous forme de start-up"57 . Plusieurs accords sont déjà en cours d'élaboration entre les établissements d'enseignement supérieur des deux pays sur des questions liées à la formation de spécialistes, tant au niveau universitaire que du personnel scientifique hautement qualifié, car "une coopération accrue dans la formation du personnel contribuerait à développer les relations politiques, commerciales et économiques"58 .

Le marché malaisien semble offrir des opportunités intéressantes à un certain nombre d'exportateurs biélorusses, qui ont jusqu'à présent fourni des pneus, des équipements de mesure, du matériel et des denrées alimentaires en petites quantités en plus des engrais potassiques. En 2016, des expéditions d'essai d'engrais minéraux

mixtes par Gomel Chemicals OJSC et de malt par Belsolod OJSC ont été effectuées vers ce pays. En raison du développement intensif de l'agriculture en Malaisie, il existe des perspectives de reprise des exportations de machines agricoles biélorusses. Les premières livraisons de machines de Minsk Tractor Works en Malaisie ont été effectuées en 1968, mais plus tard, les livraisons ont été effectuées via Singapour. Aujourd'hui, "la capacité du marché malaisien des machines agricoles est estimée à 70-80 millions de dollars par an. Le parc de tracteurs et autres machines agricoles compte environ 43 000 unités. Les principaux utilisateurs de ces machines sont les exploitants de plantations"<sup>59</sup> . Les tracteurs biélorusses pourraient donc être demandés ici en quantités considérables.

La partie malaisienne a également exprimé son intérêt pour des entreprises biélorusses telles que l'usine automobile biélorusse de Zhodino et la 558e usine de réparation d'avions de Baranovichi. Les camions-bennes biélorusses peuvent être demandés dans ce pays asiatique pour la raison que "la Malaisie possède de grandes réserves de minéraux. Il s'agit du minerai de fer, du charbon et des métaux non ferreux. Le pays est l'un des plus grands producteurs d'étain au monde. <...> nous entrons maintenant dans la phase de reprise du secteur"<sup>60</sup> . Quant à l'entreprise de Baranovichi, elle a déjà été impliquée dans des contrats ponctuels avec des clients malaisiens. Mais aujourd'hui, la Malaisie étudie les possibilités d'étendre la coopération avec le Belarus dans le domaine de l'équipement aéronautique. Nous parlons donc d'étendre la coopération de la partie biélorusse "avec le ministère de la défense de Malaisie pour réparer et moderniser les avions de type MiG-29"<sup>61</sup> .

Apparemment, l'engagement biélorusse-malaisien dans le domaine des équipements militaires pourrait se développer de manière significative dans un avenir proche. En tout cas, en mars 2017, la partie biélorusse a fait des pas importants dans cette direction en faisant la démonstration de ses dernières technologies de défense lors de la 14e exposition internationale de machines aérospatiales et navales YMA-2017, qui s'est tenue en Malaisie sur l'île de Langkawi. À noter que le forum est l'un des plus grands salons d'équipement militaire de la région Asie-Pacifique, qui se tient tous les deux ans depuis 26 ans sous le patronage du ministère malaisien de la Défense. Cette

fois, quelque 350 entreprises de 36 pays et environ 400 000 visiteurs y ont participé. La participation du Belarus à l'événement est compréhensible, car "les précédentes expositions LIMA se sont avérées être une excellente plateforme pour présenter et promouvoir les derniers équipements et technologies aérospatiaux et navals sur le marché malaisien et dans toute la région Asie-Pacifique"<sup>62</sup>.

C'est pourquoi le stand commun du Comité d'État pour l'industrie de la défense a présenté les dernières technologies de défense et les capacités du secteur de la défense de l'économie biélorusse en matière de développement et de production d'équipements robotiques, de composants aéronautiques, d'équipements modernes de radiolocalisation, de stations et de complexes de suppression des communications radio, de produits optiques et optoélectroniques, de dispositifs d'affichage de l'information capables de fonctionner dans des conditions d'exploitation difficiles, et de modernisation profonde des complexes de missiles antiaériens. L'usine de réparation d'aéronefs 558 a également présenté son exposition indépendante à l'exposition. Elle a exposé une large gamme de drones - drones tactiques Berkut-1(2), Kondor-1(2), Moskit et quadcoptères à décollage et atterrissage vertical - Shershin, Satellite UAV et plus de 20 articles de composants aéronautiques fabriqués par l'entreprise de Baranovichi.

Il existe certaines perspectives de coopération entre les régions du Belarus et de la Malaisie. Du côté biélorusse, il s'agit tout d'abord de la région de Minsk, qui abrite Belaruskali, un important exportateur vers la Malaisie. Il est intéressant de noter que "la part des engrais potassiques biélorusses parmi tous les produits similaires sur le marché malaisien atteint 25 %"<sup>63</sup>. Mais les autorités régionales espèrent que les exportations vers le marché malaisien ne se limiteront pas aux engrais potassiques. Leur gamme peut être étendue aux équipements agricoles et aux camions, ainsi qu'aux produits alimentaires. Du côté malaisien, l'État de Sabah sera impliqué dans cette coopération interrégionale. Si l'expérience de la coopération avec Sabah s'avère positive, l'Oblast de Minsk n'exclut pas le développement de liens étroits avec d'autres régions malaisiennes.

Il convient de noter que les efforts accrus pour développer l'engagement entre le

Belarus et la Malaisie, qui repose sur la coopération interparlementaire, ont donné des résultats tangibles au cours des dernières années. Plus précisément, " le taux de croissance des exportations biélorusses vers la Malaisie en janvier 2017 par rapport à la même période de l'année dernière était de 172,4 % et le volume des exportations était de 13,8 millions de dollars "64 . Un instrument important et efficace pour étendre un partenariat mutuellement bénéfique, tel que la Commission intergouvernementale pour la coopération commerciale et économique entre le Belarus et la Malaisie, est désormais à l'ordre du jour pour le développement des relations bilatérales entre le Belarus et la Malaisie. Il faut croire que son émergence en 2017 pourrait devenir un facteur d'intensification des relations entre les deux pays, qui ont eu 25 ans en mars 2017. Selon Minsk et Kuala Lumpur, en un quart de siècle, les deux parties ont assisté à une augmentation du chiffre d'affaires commercial mutuel et au développement des liens politiques et culturels. La poursuite du développement de ce dialogue constructif ne pourra qu'"influencer positivement la réalisation du riche potentiel existant de la coopération entre le Belarus et la Malaisie"65 .

Comme le montrent les exemples cités d'interaction entre le parlement biélorusse et ses collègues kazakhs, pakistanais et malaisiens, "la composante parlementaire du dialogue international est un élément important d'interaction sur de nombreuses questions"66 . Les députés cherchent à utiliser les opportunités de la diplomatie parlementaire pour promouvoir les liens commerciaux et économiques, la coopération industrielle et la mise en œuvre de projets d'investissement prometteurs. Le Belarus voit le développement de la ressource de la diplomatie parlementaire dans son utilisation plus active dans la préparation et la mise en œuvre des feuilles de route et des documents politiques signés avec les pays étrangers. D'autant plus que "les députés, de par leur statut, sont en mesure d'aborder des sujets très sensibles, et les contacts parlementaires s'avèrent souvent une alternative efficace pour "élargir" les goulets d'étranglement dans les relations interétatiques"67 .

Nous vous rappelons que l'Assemblée nationale de la République du Bélarus de la sixième convocation a formé 70 groupes de travail pour la coopération avec les parlements des États étrangers, deux commissions interparlementaires pour la

coopération avec l'Assemblée nationale d'Arménie et la Verkhovna Rada d'Ukraine, ainsi que 13 délégations pour le travail avec les organisations internationales, y compris l'Assemblée parlementaire de l'Union Bélarus-Russie, l'Assemblée interparlementaire de la CEI, l'Assemblée parlementaire de la Communauté des États indépendants, l'Assemblée nationale d'Ukraine.

En outre, le rôle du parlement biélorussien s'accroît désormais de manière significative dans le traitement de questions à grande échelle telles que l'attraction de volumes importants d'investissements occidentaux et de technologies pour moderniser l'économie biélorussienne, ce qui ne peut se faire sans améliorer le climat d'investissement dans le pays et améliorer encore la législation dans ce domaine. C'est pourquoi "l'échange interparlementaire d'expériences avec les collègues européens sur l'optimisation du régime juridique de protection et de promotion des investissements et de protection de la propriété intellectuelle devient particulièrement pertinent"<sup>68</sup>. C'est pourquoi la diplomatie parlementaire dans son ensemble, en œuvrant au renforcement de l'autorité et de l'image de la Biélorussie, à l'augmentation de l'attractivité de ses investissements, contribue non seulement à l'élargissement de tout le spectre de la coopération internationale, mais devient un élément très important de tout le système de mise en œuvre de la politique étrangère biélorusse.

## Chapitre 5

### **Journalisme international, exportations biélorusses et innovation dans les médias**

Les tendances modernes du développement dans la plupart des pays du monde démontrent objectivement que la qualité de l'enseignement supérieur est aujourd'hui d'une importance cruciale pour le développement réussi de tout État, car "l'évolution des technologies basée sur le plus haut niveau de ressources intellectuelles, et la concurrence géopolitique connexe des pays leaders pour ces ressources devient le facteur le plus important déterminant non seulement l'économie, mais aussi la politique du nouveau siècle"<sup>69</sup>. Le stade postindustriel du développement civilisationnel, caractéristique de notre époque, se caractérise par la nécessité de former un nouveau type d'intellect, de pensée, d'attitude face à des réalités industrielles, techniques, sociales et informationnelles en rapide mutation. Cette approche est définie comme technocratique, car elle modifie le sens et la nature de l'enseignement supérieur, en axant son contenu et ses méthodes sur la formation de la capacité rationnelle des étudiants à exploiter de grandes quantités d'informations, à maîtriser la technologie informatique et à penser de manière professionnelle et pragmatique. Sa valeur fondamentale est l'orientation vers le professionnalisme et l'organisation de l'apprentissage en fonction des exigences du marché et de l'ordre social de la société moderne.

La nécessité d'une telle approche est particulièrement pertinente pour la formation des spécialistes du complexe de l'information et des médias au Belarus, qui "doit maîtriser une qualité nouvelle et innovante de communication avec le public afin que le peuple et l'État biélorusses puissent relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle"<sup>70</sup>. À cet égard, les professionnels des médias sont confrontés aux nouvelles exigences de l'époque, où "la société a besoin de journalistes qui ne se contentent pas de parler et d'écrire sur ce qu'ils voient et sur la façon dont ils comprennent ce qu'ils voient, mais de journalistes, d'analystes qui sont capables non seulement d'identifier et de rapporter, mais aussi d'analyser un événement en profondeur et avec compétence, de le présenter efficacement, d'évaluer le résultat"<sup>71</sup>.

L'élargissement des liens politiques, économiques et culturels de notre pays, l'intensification de la coopération internationale dans pratiquement tous les domaines d'activité de l'État biélorusse et le projet d'intégrer le plus rapidement possible le journalisme national dans le contexte mondial de l'information imposent un rôle croissant des médias nationaux dans les projets et programmes internationaux. Cependant, afin de couvrir efficacement ces questions dans la presse écrite et en ligne, à la radio et à la télévision, "les employés des médias doivent non seulement avoir une idée générale du rôle et de la place des différents États dans la politique mondiale, mais aussi être compétents dans les spécificités de leurs stratégies de politique étrangère et de leur interaction les uns avec les autres"<sup>72</sup>. En d'autres termes, nous parlons de la nécessité d'augmenter considérablement le niveau de préparation des spécialistes du segment international des médias nationaux - les journalistes internationaux - dans la République du Belarus. Rappelons que la première promotion d'étudiants en journalisme international a eu lieu à l'Université d'État du Belarus en 1998.

<sup>73</sup>Aujourd'hui, la formation professionnelle des journalistes internationaux biélorusses a "une spécificité prononcée conditionnée par les principales tendances du développement du monde moderne, telles que l'imposition de l'idéologie du globalisme conçue pour remplacer ou déformer les valeurs spirituelles et morales traditionnelles des peuples, la renaissance de la doctrine du monde unipolaire et le retour au droit du fort de dicter sa volonté à tous et de s'ingérer dans les affaires intérieures des États souverains, alors que la crise financière et économique internationale est remplacée par une nouvelle urgence

Traditionnellement, le journalisme international est défini comme une branche du journalisme qui étudie les aspects internationaux des journalistes et des médias, des organisations internationales et régionales qui développent des standards, des normes juridiques et éthiques de collecte, de création, de traitement, de stockage et de diffusion de l'information à travers les canaux de communication de masse. En République du Belarus, "il y a toutes les raisons de considérer le journalisme international national comme un domaine de la science philologique, dont le sujet est le rôle des médias de masse biélorusses dans l'espace d'information international, les formes et les

méthodes de l'activité journalistique liées à la réflexion dans les médias de l'état des relations entre les États et les nations, la mise en œuvre de la politique étrangère, les activités économiques et d'autres aspects des relations internationales de la République du Belarus"<sup>74</sup> .

La formation universitaire met l'accent sur l'étude et la maîtrise de quatre niveaux d'information et d'analyse des sujets internationaux par les futurs journalistes internationaux :

1) **Mondial-interétatique**, y compris l'analyse des événements mondiaux et interrégionaux actuels ;

2) **national-pays**, couvrant la mise en œuvre de la politique étrangère multisectorielle de l'État biélorusse, ses relations bilatérales et multilatérales commerciales et économiques, scientifiques et techniques, de production et de coopération, culturelles et sociales avec d'autres pays et organisations internationales ;

3) **Le secteur**, qui reflète les sujets de la coopération internationale des ministères, des agences, des entreprises et des entités économiques individuelles du Bélarus ;

4) **régional-territorial**, couvrant la coopération internationale des régions du Belarus - villes, districts, régions - avec des partenaires étrangers.

Afin d'améliorer la formation théorique et pratique des futurs journalistes internationaux, le département de journalisme et de littérature étrangère de l'Institut de journalisme de la BSU a développé ces dernières années un certain nombre de nouvelles disciplines académiques, de cours spéciaux et de cours sur le profil. Parmi celles-ci figure la discipline de spécialisation "Industrie mondiale de la publicité", introduite pour les étudiants de troisième année de la spécialisation "Journalisme international" à l'automne 2010.

L'émergence de cette discipline dans les programmes de formation spécialisée pour le segment international du journalisme biélorusse a été dictée par le fait que "l'ouverture de la République du Bélarus et son implication dans les relations économiques mondiales déterminent largement la dépendance de l'économie du pays à la situation et aux tendances des marchés étrangers <...> A cet égard, les priorités de

développement les plus importantes devraient être l'augmentation de l'efficacité du commerce extérieur et la garantie de l'équilibre des relations économiques extérieures"<sup>75</sup> . Ainsi, "les principales orientations de l'activité économique extérieure doivent être l'expansion des exportations, la rationalisation du volume et de la structure des importations, l'approfondissement de l'interaction avec le marché mondial, la mise en œuvre d'une politique efficace du commerce extérieur, interconnectée avec la politique macroéconomique et industrielle, assurant le développement dynamique du complexe économique extérieur du pays et la protection des intérêts du marché national contre l'influence défavorable de la conjoncture mondiale"<sup>76</sup> . C'est pourquoi le gouvernement biélorusse a nommé comme suit les objectifs stratégiques du plan quinquennal actuel :

- 1) Augmenter les exportations de biens et de services, améliorer leur efficacité et accroître la rentabilité des livraisons à l'exportation ;
- 2) atteindre un excédent du commerce extérieur ;
- 3) Améliorer le système d'appui juridique et d'**information** à l'activité économique étrangère.

Afin de relever ces défis, le Belarus modernisera son industrie manufacturière orientée vers l'exportation et introduira de nouveaux produits et services orientés vers l'exportation, tout en augmentant la part des services dans ses exportations totales. Toutefois, le renforcement des positions concurrentielles des producteurs-exportateurs biélorusses traditionnels sur les marchés mondiaux ne sera pas possible sans la mise en œuvre de nouvelles technologies et l'utilisation active de nouvelles formes de commerce - création de sociétés commerciales biélorusses à l'étranger, de groupes financiers et industriels avec des partenaires étrangers, exportation de technologies, ouverture d'usines de montage avec mise en place simultanée de réseaux de centres techniques et de bureaux de représentation dans les pays de la CEI et hors CEI, ainsi que sans le développement de l'exportation de services liés à la maintenance des infrastructures. Par conséquent, dans la sphère de l'information, une attention particulière doit être et sera accordée, au cours de la période quinquennale actuelle, à l'amélioration constante de la qualité, du volume et de la compétitivité du contenu

national, qui est destiné à occuper une position dominante à l'intérieur du pays, et à sa promotion dans l'espace d'information extérieur. <...> Pour ce faire, une tâche importante consiste à élargir les canaux et à améliorer la qualité de l'information destinée au public étranger<sup>77</sup>. On pense que les représentants du segment international du journalisme national, dont les intérêts professionnels devraient inclure "la compréhension opportune des processus qui ont lieu dans le développement des exportations biélorusses", pourraient jouer un rôle compétent en termes de publicité et de soutien médiatique des exportations biélorusses sur les marchés d'information étrangers<sup>78</sup>.

Dans la structure de l'économie biélorusse, les exportations représentent traditionnellement plus de la moitié du produit intérieur brut, ce qui en fait l'une des principales sources pour assurer une croissance économique durable dans notre pays. Mais compte tenu de la concurrence croissante dans le monde, il est "vital pour nous de trouver de nouveaux partenaires et d'utiliser diverses formes d'interaction sur tous les continents. <...> Par conséquent, comme tout vendeur raisonnable, il est important pour nous d'avoir le plus grand nombre possible de partenaires commerciaux. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être dépendants d'un ou cinq acheteurs comme nous l'étions auparavant<sup>79</sup>. Et les chiffres montrent que les exportations biélorusses ont été sérieusement transformées ces dernières années. Il suffit de dire qu'en 2009, des biens biélorusses ont été fournis à 141 pays. En outre, la diversification des exportations s'effectue aujourd'hui selon deux vecteurs - géographique et par produit. En 2010, la géographie des exportations biélorusses s'est élargie de 24 nouveaux pays qui n'étaient pas approvisionnés en produits biélorusses auparavant : la Barbade, le Burkina Faso, le Gabon, Haïti, Gibraltar, le Honduras, Djibouti, Cabo-Cambodge, République centrafricaine, Tchad, Costa Rica, El Salvador, Fidji, Guyane française, Jamaïque, Liberia, Malte, Martinique, Monténégro, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Uruguay<sup>80</sup>. La liste des produits biélorusses exportés dépasse déjà un millier d'articles.

L'expansion de la géographie et de la nomenclature des approvisionnements en produits biélorusses est réalisée, en règle générale, dans le cadre de programmes

sectoriels et régionaux de développement des exportations, tant vers les marchés traditionnels de la CEI et de l'Europe que vers de nouveaux marchés - en Asie, en Afrique, en Australie et en Océanie. Mais que savent les lecteurs de la presse régionale et sectorielle biélorusse de l'essence de ces programmes ? Le suivi de ces médias par les étudiants en journalisme international donne une réponse sans équivoque à cette question : pratiquement rien. Les médias de masse nationaux n'analysent pas non plus les mécanismes de promotion et de consolidation des produits biélorussiens sur les marchés prometteurs, tels que la création d'un réseau de distribution, d'installations d'assemblage de produits techniques complexes biélorussiens et de réseaux de services et d'assistance sous garantie. Rien qu'en 2010, 253 nouvelles entités du réseau de distribution et 49 usines d'assemblage ont été créées en dehors du Belarus. Aujourd'hui, les entreprises du ministère national de l'industrie disposent de 87 usines de montage à l'étranger, où sont assemblés des ensembles techniques, des unités et des pièces d'appareils agricoles, automobiles, d'ascenseurs et ménagers biélorussiens. Ces faits montrent que le Belarus a mis en place un système national de soutien financier aux exportations, utilisant des mécanismes de crédit à l'exportation et d'assurance contre les risques soutenus par l'État. On pense que la prochaine étape sur cette voie devrait également être la formation d'un système de soutien à la publicité et aux médias pour les exportations biélorussiennes et le développement du potentiel d'exportation des services de publicité et d'information.

Le fait est que le programme de développement socio-économique de la République du Belarus pour 2011-2015 fixe comme objectif de "multiplier par plus de 2,2 les exportations de biens et de services"<sup>81</sup> en accédant à de nouveaux marchés étrangers, en créant de nouveaux produits à forte intensité de connaissances et hautement rentables.

les activités orientées vers l'exportation, en augmentant la part des exportations de services. Il sera très difficile de le faire aujourd'hui sans dépasser le soutien publicitaire et médiatique de ce processus, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, car "les systèmes d'information globaux des dernières décennies ont connecté le monde en un seul tout et ont rendu tous les États interdépendants sur le plan de l'information, les obligeant à

accorder une attention maximale à la qualité de l'interaction de l'information dans les différentes sphères de la société<sup>82</sup>. Par conséquent, le journalisme international devrait avoir son mot à dire dans l'organisation de cette publicité et du soutien médiatique aux exportations biélorussiennes, dont les nouvelles approches de la couverture des sujets liés à l'exportation nécessitent une analyse particulièrement précise et une approche créative dans la promotion des intérêts économiques biélorussiens sur les marchés de l'information étrangers. Les médias nationaux devraient participer activement à cette promotion des exportations, en pénétrant profondément dans son essence et en la complétant de manière constructive avec les moyens disponibles - publications, émissions et programmes. En outre, ils devraient eux-mêmes devenir des exportateurs de leurs propres produits d'information en mettant en œuvre leur propre politique d'exportation. Après tout, "la mondialisation offre de grandes possibilités pour développer l'échange d'informations, en établissant de nouveaux canaux de communication pour diffuser des informations sur les marchés étrangers proches et lointains"<sup>83</sup>.

Bien sûr, l'expansion de la coopération internationale en matière de publicité et d'information sur différents vecteurs de mouvement se fera et se fait déjà de manière différente. Aujourd'hui, le processus même d'analyse de ce phénomène dans les directions eurasiennne, européenne, asiatique, africaine et latino-américaine par les théoriciens et les praticiens du journalisme international biélorusse ne fait que commencer. Toutefois, il est d'ores et déjà clair que cette voie vers les marchés étrangers de l'information doit être fondée sur les principes de l'innovation et de la coopération avec les partenaires médiatiques d'autres pays. Et si, dans la direction eurasiatique, ces questions de formation d'un espace commun de publicité et d'information sont relativement plus faciles et plus simples à résoudre en raison des accords déjà existants sur la création de l'Union douanière, de l'Espace économique commun et de la formation de l'Union économique eurasiatique, dans d'autres vecteurs de la promotion du Bélarus à l'espace mondial de l'information, tout semble beaucoup plus compliqué. En fait, dans ces domaines, nous parlons encore de trouver des points de convergence pour l'interaction entre les médias biélorussiens et les partenaires

d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dans le cadre du dialogue entre les civilisations. Il est clair que les médias centraux, régionaux et sectoriels du Belarus ne font que commencer ce voyage au-delà des frontières nationales vers le niveau mondial. Et dès le début, ils ont d'énormes possibilités de démontrer leurs approches et leurs capacités innovantes.

D'une manière générale, l'innovation est définie comme une nouvelle façon de penser et de faire. Dans cette définition, les mots "penser" et "faire" sont tous deux importants. Toute innovation commence par une nouvelle perspective, par l'hypothèse d'une nouvelle possibilité de développement. Les activités d'innovation et d'exportation des médias biélorussiens pourraient également être stimulées par l'introduction d'un programme de soutien de la publicité et des médias aux exportations biélorussiennes et par un développement accéléré des exportations de produits et services de publicité et d'information. L'absence d'un tel programme a eu pour conséquence qu'au Belarus, les produits médiatiques ne sont pas du tout considérés comme orientés vers l'exportation, et les services de publicité et d'information ne figurent pas non plus sur la liste des services d'exportation. Bien qu'il existe des opportunités pour un développement réussi de ces segments d'exportation dans le pays. Mais "le développement est impossible sans une image de l'avenir. <...> L'absence de cette image est le problème clé de notre époque"<sup>84</sup>. <sup>85</sup>En d'autres termes, le développement de la composante d'exportation dans les médias biélorusses peut être classé comme l'un des éléments de formation de la capacité d'innovation des médias - le domaine de la connaissance, consacré aux problèmes d'organisation de l'activité innovante dans les médias, Aujourd'hui, alors que nous sommes tous témoins du développement rapide de la communauté des médias, il devient particulièrement évident que pour assurer ses besoins "un complexe scientifique et éducatif, capable d'optimiser l'utilisation et la commercialisation des résultats de la recherche et du développement, d'améliorer

L'expérience disponible des médias biélorussiens montre que les principales difficultés à réaliser leur potentiel d'innovation et d'exportation sont liées à leur manque "à la fois d'une politique d'innovation significative et d'approches pour créer un climat d'innovation, ainsi qu'un manque sévère de culture d'innovation dans les équipes de

rédaction"<sup>86</sup> . Le fait est que la culture de l'innovation doit être formée au cours du processus de mise en œuvre de l'innovation, car elle est en grande partie le résultat de l'accumulation de connaissances.

Les médias ne sont pas les seuls à avoir l'expérience de la participation à ce processus, qui doit être stimulé avant tout par les responsables des médias. Le climat médiatique innovant peut alors se former sur la base de la conscience individuelle des employés, qui représente les traditions, les normes et les stéréotypes de comportement dans la sphère du renouvellement de la production médiatique par lesquels les employés individuels sont guidés dans leur comportement. Après tout, "plus il y a de personnes dans une équipe qui ont un motif d'auto-actualisation, une forte inclination pour le travail créatif et la volonté d'innover, moins la concurrence et les mécanismes de coercition économique sont importants, et plus l'importance d'un climat socio-psychologique favorable et d'une culture élevée de l'organisation de la production est grande pour assurer le développement technique et économique"<sup>87</sup> . Les faits montrent que, jusqu'à présent, la culture d'entreprise des médias biélorussiens doit être classée comme conservatrice et pas toujours propice à l'innovation. Cette situation ne peut être changée que si des spécialistes dotés d'une culture innovante, formés pendant leurs études universitaires, rejoignent la rédaction. Les nouvelles disciplines académiques, les cours spéciaux et les cours sur le profil introduits ces dernières années dans le processus d'enseignement du département de journalisme et de littérature étrangère de l'Institut de journalisme BSU sont conçus pour faire tout ce qui est nécessaire à cet effet dans la formation des futurs journalistes internationaux.

## Chapitre 6

### **Questions actuelles pour attirer les investissements étrangers dans l'économie biélorussienne : l'aspect information et médias**

Attirer les investissements étrangers au Bélarus est un domaine important de l'activité économique extérieure du pays, car "l'augmentation du volume des relations internationales, les tâches d'intégration de l'économie biélorussienne dans le système des liens économiques mondiaux modernes et l'utilisation efficace du potentiel scientifique et technique national disponible exigent de toute urgence la rénovation des actifs de production de base et l'introduction des dernières technologies étrangères"<sup>88</sup> .

Il existe un très large éventail de mécanismes permettant à l'État d'influencer l'activité d'investissement, parmi lesquels il convient de citer, outre les incitations fiscales, les prêts à taux réduit, le cofinancement, l'administration, la création de conseils d'investissement spéciaux, d'organisations de développement régional et de fonds d'investissement, le soutien à l'information sur l'activité d'investissement. Il s'agit d'un système d'aide à l'information pour les investisseurs étrangers, qui constitue une partie importante de l'infrastructure visant à améliorer le processus d'attraction des investissements directs étrangers. Il est clair que toute carence ou défaillance dans le fonctionnement de ce système ne peut qu'entraver l'afflux d'investissements en provenance de l'étranger. Les principaux éléments de ce système comprennent des informations sur : "a) la concurrence interne et externe ; b) les perspectives des principaux marchés ; c) les canaux de distribution ; d) la concurrence ; e) les niveaux de développement technologique ; g) les aspects juridiques"<sup>89</sup> .

En outre, un outil nécessaire pour attirer les investissements directs étrangers est une stratégie médiatique et de communication efficace, dont la mise en œuvre devrait contribuer à créer une image favorable de la République du Belarus en tant que lieu d'investissement rentable, ainsi qu'à briser les stéréotypes et les perceptions de l'économie biélorussienne comme défavorable aux investisseurs étrangers. Le septième forum d'investissement biélorussien, qui s'est tenu à Minsk en novembre 2012, a constitué une étape véritablement constructive dans la mise en œuvre de la stratégie

susmentionnée. Des investisseurs étrangers, des institutions financières et des organisations internationales ont pris part au forum, leur fournissant des informations complètes et fiables sur le potentiel d'investissement de la République du Bélarus, y compris les possibilités offertes par le marché commun émergent de 170 millions d'habitants de l'Espace économique commun du Bélarus, du Kazakhstan et de la Russie.

Le concept de sécurité nationale de la République du Belarus identifie le transfert de technologies modernes dans l'économie du pays, principalement par le biais d'investissements directs étrangers, et la disponibilité de ressources de crédit étrangères parmi les principaux intérêts nationaux dans la sphère économique, tandis que les volumes insuffisants et la faible qualité des investissements étrangers sont considérés comme les principales menaces potentielles ou existantes pour la sécurité nationale. Par conséquent, une condition nécessaire à la neutralisation des sources de menaces pour la sécurité nationale dans la sphère économique est le maintien de la stabilité macroéconomique à long terme par la transformation structurelle de l'économie bélarussienne basée, entre autres, sur les investissements directs étrangers. Dans le même temps, l'attraction de ressources étrangères dans l'économie bélarussienne "est recommandée sous la forme d'investissements directs étrangers dans des projets valables en devises étrangères qui n'entraînent pas l'accumulation de dettes extérieures de l'État et garantissent le transfert de connaissances et de technologies étrangères et l'accès à de nouveaux marchés d'exportation avec des produits compétitifs"<sup>90</sup>.

<sup>91</sup>Pour le Belarus, pays en transition, le thème de l'attraction des investissements étrangers est également très pertinent en raison des tendances actuelles des processus d'investissement mondiaux, où "les flux d'investissements directs étrangers vers les pays en transition et en développement augmentent ; les opérations transfrontalières de fusion et d'acquisition jouent un rôle primordial dans les politiques mondiales d'IDE ; les fonds de capital-investissement et autres fonds d'investissement collectifs prennent de plus en plus d'importance dans les fusions transfrontalières".

Et à cet égard, comme le note le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-

moon dans le Rapport sur l'investissement dans le monde 2011, ce sont "les sociétés transnationales qui s'engagent de plus en plus dans les économies en développement et en transition, en utilisant un éventail croissant de modèles de production et d'investissement, tels que la fabrication sous contrat et la production agricole, l'externalisation des services, le franchisage et les licences. Ces phénomènes relativement nouveaux offrent aux pays en développement et aux pays en transition des possibilités d'approfondir leur intégration dans une économie mondiale en évolution rapide, de renforcer leurs capacités productives nationales et d'améliorer leur compétitivité internationale"<sup>92</sup>. En bref, "les investissements directs étrangers ne sont pas seulement un élément d'équilibre de la balance des paiements, mais aussi une source de technologie mondiale et de nouveaux emplois hautement productifs"<sup>93</sup>.

En 2012, le gouvernement biélorusse s'est fixé pour objectif d'attirer 3,7 milliards de dollars d'investissements directs étrangers dans l'économie sur une base nette, dont 1,2 milliard de dollars pour la modernisation et la création d'emplois. En fait, il s'agit de lancer une nouvelle vague de développement technologique industriel grâce à ces fonds, qui devraient contribuer à créer les conditions d'un afflux d'investissements et de technologies efficaces et à long terme. En d'autres termes, "l'investissement étranger, notamment le type d'investissement direct étranger (IDE), joue un rôle majeur dans l'économie. Cela est particulièrement important en cas de ralentissement économique et de crise, lorsque les IDE peuvent constituer une source majeure de soutien financier pour l'économie"<sup>94</sup>. Les statistiques montrent que chaque dollar d'investissement direct étranger investi ajoute à peu près le même montant au produit intérieur brut. Et chaque emploi créé grâce à ces investissements contribue à la création de plusieurs emplois dans des secteurs connexes de l'économie, ce qui ne fait qu'augmenter l'emploi.

Il existe un certain nombre d'autres effets positifs des investissements directs étrangers sur l'économie du pays. Par exemple, l'investisseur finance la formation de spécialistes locaux aux nouvelles technologies et aux systèmes de gestion. L'économie d'un pays donné entre beaucoup plus rapidement dans les relations économiques mondiales, ce qui a un effet très positif sur la réduction de l'exode du personnel qualifié

hors du pays. En outre, l'émergence d'une concurrence "douce" pour les entreprises locales contribue également à l'amélioration de leurs activités sur le marché.

Cependant, la pratique réelle de l'attraction des investissements étrangers dans différents pays montre un autre aspect de la question. Il s'agit également de l'impact négatif de ces investissements sur l'économie d'un pays donné. C'est le cas lorsqu'un investisseur étranger peut racheter une entreprise locale afin de la liquider et d'éliminer un concurrent sur le marché. Il existe également des cas où un investisseur étranger, après avoir investi dans une entreprise, réduit ensuite drastiquement le nombre d'employés, créant ainsi des tensions et des conflits sociaux dans la société. Dans l'histoire moderne, il est arrivé que les politiques de certains États soient entièrement contrôlées et dirigées par des sociétés transnationales étrangères, qui ont pris en main les principales industries, mettant ainsi en péril la sécurité économique du pays. Il est clair que la voie raisonnable pour sortir de telles situations doit se situer dans le "juste milieu" : un pays qui a besoin d'investissements étrangers doit s'efforcer de les attirer, sans pour autant laisser ce processus sans contrôle effectif de la part du gouvernement. Ou, comme l'a récemment noté le chef d'État biélorusse, "le Belarus devrait identifier les points de croissance économique, en tirant le meilleur parti des opportunités du marché mondial, et élaborer des politiques de manière à former des mécanismes de protection contre les phénomènes de crise"<sup>95</sup>.

En ce qui concerne le Belarus, la forme prioritaire d'investissement direct étranger dans l'économie biélorussienne est la création de coentreprises et d'entreprises étrangères "pour mettre en œuvre des projets d'investissement de la catégorie des champs verts, qui favoriseront l'utilisation de nouvelles technologies et techniques avancées dans la production, l'introduction de savoir-faire en matière de marketing et de gestion, la production de biens non disponibles sur le marché intérieur, une entrée plus rapide sur de nouveaux marchés avec des produits compétitifs, la réduction des importations irrationnelles"<sup>96</sup>.

Une autre forme d'attraction des capitaux étrangers est la mise en œuvre de projets d'investissement de type "brown field" - la vente à des investisseurs étrangers d'une partie des actions d'entreprises publiques, à l'exception de celles qui sont

stratégiquement importantes pour la sécurité du pays. Dans l'ensemble, le Belarus s'intéresse aux investisseurs stratégiques impliqués dans la production de produits et de services de haute technologie, ainsi qu'aux investisseurs investissant dans l'augmentation des actifs des organisations orientées vers l'exportation dans ce domaine. Les priorités sont les suivantes : l'industrie pharmaceutique, les bio- et nanotechnologies, les hautes technologies dans l'industrie, les nouveaux matériaux, les technologies de l'information et de la communication ; la création et le développement de clusters - un groupe d'organisations unies sur la base de liens productifs et technologiques, scientifiques, techniques et commerciaux et concentrées sur un certain territoire, assurant une position concurrentielle dans l'industrie, sur les marchés nationaux et mondiaux ; les "clusters" traditionnels - un groupe d'organisations, assurant une position concurrentielle sur les marchés nationaux et internationaux.

Si l'on prend l'industrie automobile, les principales formes d'attraction des investisseurs étrangers sont : la création de coentreprises avec des sociétés transnationales, la privatisation de certains organismes d'État et la création d'alliances internationales dans les secteurs des composants automobiles, de la construction de machines agricoles et de l'assemblage de camions. Et dans le domaine de la construction, la conception et la construction de bâtiments utilisant des technologies de construction à grande vitesse basées sur des technologies d'économie d'énergie et de ressources, notamment la construction de logements à grands panneaux, ainsi que la construction monolithique et préfabriquée, revêtent une importance stratégique dans ce sens.

Dans l'ensemble, pour intensifier les processus d'attraction des investissements directs étrangers dans l'économie bélarussienne, le gouvernement estime que deux conditions doivent être remplies : premièrement, il doit garantir à l'investisseur que les règles du jeu qui étaient en vigueur lorsqu'il est entré au Bélarus restent en place pendant la durée de l'accord d'investissement ; deuxièmement, il doit y avoir une volonté des ministères, des régions et des autorités publiques d'attirer les investisseurs et une compréhension du fait que cela est nécessaire pour que le pays atteigne un niveau économique qualitativement différent...

La stratégie d'investissement direct étranger pour la période allant jusqu'à 2015, adoptée en janvier 2012 par le Conseil des ministres et la Banque nationale de la République du Bélarus, vise à encourager l'investissement direct étranger conformément aux besoins de la réorganisation structurelle de l'économie et du développement innovant du Bélarus, et à étendre et améliorer son utilisation sur la base d'un climat d'investissement en constante amélioration, de la réforme de la propriété d'État et du développement du pays.

En Biélorussie, le partenariat public-privé est considéré comme une forme d'interaction entre les organes de l'État et les entreprises, qui a le potentiel de surmonter les contradictions économiques, lorsque des objets stratégiquement importants ne peuvent pas être transférés à la propriété privée et que leur financement ne peut pas être assuré par les budgets républicains et locaux. On suppose que dans notre pays, les domaines du partenariat public-privé peuvent et doivent devenir les infrastructures de transport, le système des services publics, les économies d'énergie, les soins de santé, l'éducation, la culture et les services sociaux, le tourisme, les loisirs et les sports, et les gisements minéraux. En outre, les partenariats public-privé peuvent être mis en œuvre au Belarus sous des formes telles que la reconstruction - l'exploitation - le transfert, la construction - la propriété - la gestion, la conception - la construction - la propriété - la gestion - le transfert, et la concession.

L'objectif ultime de toutes les actions entreprises aujourd'hui dans notre république pour stimuler l'attraction des investissements directs étrangers dans l'économie biélorusse est d'atteindre 7 à 7,5 milliards de dollars en 2015. Parmi les mesures visant à stimuler les activités des investisseurs étrangers et à créer une image positive de la Biélorussie en matière d'investissement, il convient de mentionner les suivantes : "... la promotion d'exemples réels d'investissements réussis , la propagande de l'attractivité de la Biélorussie..."

les secteurs de haute technologie de l'économie biélorussienne ; l'organisation d'événements de niveau international pour attirer les investissements directs étrangers, notamment des forums économiques et d'investissement, des conférences, des séminaires"<sup>97</sup> .

Les statistiques montrent que de 2005 à 2010, le montant des investissements directs étrangers dans l'économie biélorussienne est passé de 451,3 millions de dollars à 5569,4 millions de dollars, soit une multiplication par 12,3. Par habitant, cela signifie une augmentation de 47 à 587 dollars. Il semblerait que le taux soit impressionnant. Toutefois, ce chiffre est considérablement plus bas que dans un certain nombre de pays d'Europe de l'Est. Ces chiffres sont également révélateurs. Parmi les économies de l'Europe du Sud-Est et de la CEI, les partenaires du Belarus dans l'Union douanière et l'Espace économique commun, la Russie et le Kazakhstan, ont été les principaux bénéficiaires de l'IDE ces dernières années, représentant respectivement 60 % et près de 15 % de l'ensemble des investissements. Le Belarus n'a attiré que 2 % des investissements directs étrangers attribuables à la région en 2010. Les conclusions sont évidentes : " L'attraction des investissements directs étrangers a augmenté lentement <...> les principaux domaines à améliorer sont <...> la création d'un environnement favorable à l'esprit d'entreprise et l'augmentation du flux d'investissement dans l'économie "98 . Et les facteurs entravant l'afflux d'investissements étrangers dans l'économie biélorussienne comprennent des facteurs tels que "le système de régulation monétaire, l'environnement réglementaire instable pour les entreprises, le système de sanctions pour les violations des conditions et procédures commerciales, le niveau de la charge fiscale, l'accès aux ressources financières, le niveau de développement des services de conseil et autres services aux entreprises"99 .

C'est pourquoi les attentes à l'égard du septième forum d'investissement biélorussien étaient élevées, et ses organisateurs ont décidé d'actualiser le format de l'événement afin de les réaliser : "L'objectif n'est pas seulement de présenter les opportunités du Belarus, mais aussi d'étudier soigneusement et de prendre en compte les souhaits des investisseurs potentiels dans le cadre de leur arrivée sur le marché biélorussien"100 . En fait, le Forum a été une plate-forme pour un dialogue ouvert entre les représentants de l'administration de l'État, les entreprises nationales et les investisseurs étrangers. Une plateforme pour discuter des questions stratégiques et opérationnelles liées à la conduite des affaires, où la partie biélorussienne attendait "une conversation franche et des mesures concrètes sur les projets d'investissement

proposés, ainsi qu'une vision des problèmes qu'ils ont pu déjà rencontrer dans la mise en œuvre de leurs plans d'affaires dans notre pays"<sup>101</sup>. L'accent mis sur l'attraction des investissements étrangers dans l'économie innovante a également prédéterminé les sujets des discussions de groupe sur des industries telles que les technologies de l'information et de la communication, l'industrie pharmaceutique et l'industrie biotechnologique.

Parallèlement, la Journée de l'investissement de Minsk a été organisée par le comité exécutif de la ville de Minsk et comptait parmi ses principaux objectifs : "... la présentation du potentiel d'investissement de Minsk, l'aide à l'attraction des investisseurs étrangers, la reconstruction et le développement des actifs industriels existants, la promotion de nouveaux projets"<sup>102</sup>. Dans le cadre du Forum, 23 projets d'investissement ont été présentés ; ils sont tous innovants et prévoient la création de nouvelles installations de production dans l'industrie pharmaceutique, la production de nouveaux matériaux, les énergies alternatives, ainsi que dans l'agriculture, l'alimentation et l'industrie des machines. Les comités exécutifs régionaux, le consortium Belgospisheprom, les ministères de l'agriculture et de l'alimentation, de l'industrie, de la santé, de l'énergie et l'Académie nationale des sciences ont présenté leurs projets d'investissements étrangers.

Le plus grand projet d'investissement dont les participants au forum ont pu prendre connaissance est la construction d'une sucrerie dans le district de Dyatlovo, région de Grodno, dont le coût est estimé à 330 millions de dollars. Le délai d'amortissement du projet, estimé à deux ans, est le suivant : mise en place de la production de systèmes de prélèvement sanguin sous vide dans la zone franche de Gomel-Raton. Le délai d'amortissement de deux autres projets, à savoir la création d'un élevage de truites d'une capacité de 200 tonnes de poissons chez OJSC Alba à Nesvizh et la mise en place d'une station d'épuration des eaux pour éliminer les polluants organiques à l'aide de la substance microbiologique EM1 "Konkur"<sup>103</sup>, sera de trois ans.

Un autre élément important du septième Forum d'investissement biélorussien a été la session plénière du Conseil consultatif sur les investissements étrangers (FIAC),

créé en 2001 afin d'améliorer l'efficacité de l'attraction des investissements étrangers dans l'économie biélorussienne et de garantir une politique gouvernementale cohérente dans ce domaine. Traditionnellement, les sessions plénières de la FIAC sont les étapes les plus importantes de son activité, car elles résument les résultats du travail effectué et définissent les domaines d'activité pour le futur proche. En particulier, la précédente réunion de la FIAC - sa sixième - s'est tenue il y a trois ans. À cette occasion, les participants étrangers ont formulé de nombreuses suggestions pour améliorer la poursuite du travail avec les investisseurs étrangers. Cette fois, la réunion s'est déroulée sous la forme d'une table ronde, ce qui, selon les organisateurs, convient le mieux à un dialogue ouvert entre les participants, chacun d'entre eux ayant eu l'occasion d'exprimer son point de vue sur la manière d'améliorer l'efficacité du travail avec les investisseurs étrangers, de proposer ses propres options pour créer des conditions confortables pour faire des affaires et accroître l'attrait du Belarus pour les investisseurs.

Un détail intéressant. En juin de cette année, une réunion élargie du comité permanent de la FIAC a eu lieu, à laquelle ont participé plus de 130 représentants de grandes entreprises à capitaux nationaux et étrangers et d'institutions bancaires opérant en Biélorussie, d'organes de l'administration publique et du corps des ambassades. Lors de cette réunion, le gouvernement biélorusse a exprimé son plus grand intérêt à recevoir des propositions d'investisseurs pour stimuler l'activité d'investissement et accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources d'investissement. Et maintenant, ce souhait, je crois, a été réalisé dans toute sa plénitude. <sup>104</sup>D'autant plus que le Conseil consultatif sur les investissements étrangers, qui relève du Conseil des ministres de la République du Belarus, "élabore des propositions visant à améliorer la législation régissant les activités d'investissement ; participe à l'examen des actes juridiques normatifs régissant les relations entre les organisations commerciales et les investissements étrangers ; a le droit de soumettre aux organes nationaux de l'administration de l'État des propositions de révocation ou de modification des actes juridiques normatifs qui limitent les droits des investisseurs".

Comme nous pouvons le constater, dans les conditions actuelles, il existe de nombreux mécanismes et outils pour améliorer l'afflux d'investissements étrangers

dans l'économie bélarussienne, y compris des mécanismes d'information, qui jouent un rôle important dans la politique d'investissement du pays. Une utilisation compétente et ciblée de ces outils, notamment par les représentants du segment international du journalisme national, renforcera considérablement l'effet des autres outils pour attirer les investissements directs étrangers et atteindre les objectifs à long terme de la politique d'investissement.

FOR AUTHOR USE ONLY

## Chapitre 7

### Exportation de médias et journalisme international

En mai 2013, le gouvernement biélorusse a introduit une prévision pour l'année en cours d'augmenter les exportations pour l'organisation du ministère de l'information de la République du Bélarus - 125 pour cent par rapport au niveau de 2012<sup>105</sup>. Ce ministère est un organe républicain de l'administration publique, qui élabore et met en œuvre la politique de l'État dans la sphère des médias, de l'édition, de l'impression et de la distribution de livres. Ses structures subordonnées comprennent : les organisations du système "Soyuzpechat", six maisons d'édition et six entreprises de commerce de livres, cinq imprimeries, les agences de presse BelTA et Minsk-Novosti, les journaux Sovetskaya Belorussia, Respublika, Zviazda, Narodnaya Gazeta, Belorusskaya Niva, Znamya Yunosti, 7 Days, et les magazines - Belaruskaya Dumka, Belarus, Planeta et Ekonomika Belarus. Au total, 1 523 médias imprimés étaient enregistrés en République du Belarus au début du second semestre 2013 : 705 journaux, 768 magazines, 39 bulletins, 9 catalogues, 2 almanachs<sup>106</sup>.

L'objectif d'augmentation des exportations est bien entendu applicable à toutes les organisations d'un ministère donné, de sorte qu'il s'applique aussi bien aux éditeurs et aux imprimeurs qu'aux médias répertoriés. Et pas seulement eux, puisque le rôle des ministères est désormais revu en fonction de leur responsabilité non seulement à l'égard des organisations subordonnées, mais aussi du type d'activité économique dans son ensemble, afin d'atteindre les objectifs d'exportation au Belarus. D'autant plus que les détails des mesures spécifiques stimulant le développement des exportations sont déjà détaillés dans les plans de développement sectoriels élaborés chaque année. Et l'activité même de fournir des conditions pour la croissance des exportations de biens et de services est la direction la plus importante de l'activité économique étrangère - l'une des sphères de la mise en œuvre de la politique étrangère de la République du Belarus<sup>107</sup>.

Il convient de souligner ici que l'objectif clé jusqu'en 2015 au Belarus est de créer "des industries, entreprises et secteurs fondamentalement nouveaux qui

produisent des produits de haute technologie orientés vers l'exportation"<sup>108</sup> . Cela s'explique par le fait que "l'économie du Belarus est ouverte et que presque toutes ses industries sont orientées vers l'exportation. Par conséquent, le bien-être de notre pays dépend dans une large mesure d'une augmentation dynamique de l'offre de biens et de services sur les marchés étrangers, et de la réalisation d'un excédent commercial. <...> Il n'y a pas de brouilles dans ces questions. Aucune tendance ne doit passer inaperçue. Nous devons toujours garder le doigt sur le pouls."<sup>109</sup> . À cet égard, la concentration de la politique économique sur le renforcement du potentiel d'exportation du pays devrait modifier la structure des exportations biélorussiennes dans le sens d'une augmentation de la part des biens et services de haute technologie, et d'une réduction de la composante énergétique ; assurer l'expansion des marchés traditionnels et la conquête de nouveaux marchés. Il s'agit d'une condition préalable pour réduire la vulnérabilité de l'économie aux fluctuations de la situation économique extérieure et assurer le volume requis d'entrées de devises étrangères. Par conséquent, les objectifs stratégiques pour les trois prochaines années sont d'augmenter les exportations de biens et de services, d'améliorer son efficacité, d'accroître la rentabilité des fournitures d'exportation, de parvenir à une balance positive du commerce extérieur et d'améliorer le système de soutien juridique et d'information pour l'activité économique étrangère.

Lors d'une rencontre avec les étudiants et les professeurs de l'Université économique d'État de Biélorussie en novembre 2012, le chef d'État biélorusse, constatant une tendance mondiale aussi importante que l'expansion du secteur des services, a souligné : "Le Belarus dispose de bonnes conditions préalables pour un développement accéléré dans cette direction. <...> Les soins de santé, le tourisme, l'éducation, les services intellectuels et commerciaux (recherche scientifique, conseil en gestion, ingénierie et technologies de l'information) ont de grandes perspectives dans le pays"<sup>110</sup> . Ces tâches doivent être résolues de manière complexe, l'une des directions étant d'"augmenter la part des services dans les exportations totales de biens et de services par le développement de nouveaux types de services d'information et de communication"<sup>111</sup> , qui incluent également les services dans la sphère des médias. L'orientation du développement des exportations du Belarus vers de nouveaux types

de biens et de services est également due au fait que "la diminution ou le ralentissement des exportations d'un certain nombre de biens importants, tels que les voitures, les appareils agricoles et ménagers, les produits de la métallurgie et de la transformation du bois, est un sujet de grave préoccupation. <...> Tant que la passivité et la prudence n'ont pas été éliminées sur le terrain, il y a également une réticence à entreprendre des choses nouvelles et stimulantes"<sup>112</sup> .

On peut supposer qu'il ne sera pas facile pour les organisations subordonnées du ministère biélorusse de l'information de progresser dans cette direction, car jusqu'à présent, la coopération internationale au sein du ministère est réalisée dans des domaines tels que "la création du cadre contractuel et la mise en œuvre pratique des accords, l'interaction avec les organisations internationales, les activités d'exposition et de foire internationales , le travail avec les associations de compatriotes à l'étranger"<sup>113</sup> . Jusqu'en mai 2013, le gouvernement biélorusse semblait assez satisfait de cette organisation des activités économiques étrangères du ministère de l'information. Aujourd'hui, le ministère a une tâche purement pragmatique - augmenter les exportations d'un quart. Il va sans dire qu'un programme sectoriel pragmatique visant à développer les exportations de biens et services liés aux médias et à l'information est indispensable dans ce cas.

Il convient de rappeler que le programme national de développement des exportations pour 2011-2015 a été élaboré dans le cadre du suivi des dispositions fondamentales du programme de développement socio-économique de la République du Belarus pour 2011-2015, qui prévoit "une augmentation considérable des exportations de biens et de services, la mise en œuvre active de programmes innovants, des travaux dans le domaine de la substitution des importations et la production de produits de haute technologie orientés vers l'exportation"<sup>114</sup> . Ce document tenait compte des "particularités de la situation actuelle du commerce international et des nouvelles tendances dans le domaine de la mondialisation et de l'intégration régionale"<sup>115</sup> . Ces tendances comprennent le développement de l'union douanière du Belarus, de la Russie et du Kazakhstan, la formation d'un espace économique commun avec la possibilité pour de nouveaux membres de le rejoindre, et la formation d'un

système d'accords d'union douanière avec d'autres blocs régionaux et des pays individuels, y compris des accords de libre-échange. Un certain nombre de défis actuels ont également été pris en compte dans la conception de ce programme : la concurrence mondiale croissante sur les marchés des biens et services, des capitaux et des technologies ;

Resserrer l'accès aux matières premières, à l'énergie, à l'eau et aux ressources alimentaires, ainsi qu'aux couloirs de transport ; accroître le rôle de la croissance économique innovante et de la croissance des exportations, tout en réduisant l'importance des facteurs traditionnels dans le développement des économies nationales.

Le fait est que des concepts tels que "ministère de l'information", "médias de masse" et "exportation de biens et services de médias et d'information" ne sont pratiquement jamais mentionnés dans ce document politique. Le plan consolidé de développement des exportations par le gouvernement républicain et les organes exécutifs et administratifs locaux mentionne des entités telles que les groupes Belneftekhim, Bellesbumprom, Belleprom, Belgospischeprom, Belbiopharm, les ministères de l'industrie, de l'agriculture et de l'alimentation, de l'architecture et de la construction, de l'énergie, des transports et des communications, des communications et de l'informatisation, de l'éducation, de la santé, des sports et du tourisme, le parc de haute technologie, le comité exécutif de la ville de Minsk et le comité exécutif de la ville de Minsk.

Avec un certain degré de convention, les exportations de produits médiatiques nationaux - journaux, magazines, programmes de radio, programmes de télévision - pourraient être comptabilisées dans les statistiques sur les exportations de propriété intellectuelle. Mais pour l'instant, ce n'est pas le cas, et l'accent est mis ici sur les développements scientifiques et innovants. Quant aux exportations de services de communication, d'informatique et d'information, le parc High-Tech et le ministère des communications et de l'informatisation sont responsables de leur augmentation. Le "principal objectif est d'accroître les exportations de nouveaux types de services - télécommunications, informatique, ingénierie, services bancaires, financiers et autres

services commerciaux et d'affaires".<sup>116</sup> . Nous devons supposer que l'exportation de services de médias et d'information au niveau des documents politiques est incluse dans les "autres services commerciaux et services aux entreprises" au Belarus. Dans ce cas, il est logique de les trouver dans d'autres parties du programme national de développement des exportations de la République du Belarus pour 2011-2015. Mais il n'est pas facile de le faire, car ce document ne dit pratiquement rien à ce sujet directement. Seulement des allusions indirectes à ce qui aurait pu être.

Par exemple, la description des questions de développement des exportations du groupe Bellegprom note que les entreprises internationales renforcent leur position sur les marchés des pays développés en augmentant leurs investissements dans la publicité, alors que les propriétaires de marques inconnues, sans parler des producteurs individuels, n'ont pratiquement aucun accès aux marchés développés. Par conséquent, afin de développer de nouvelles régions, il est nécessaire de participer activement à une grande variété d'activités promotionnelles. À notre avis, les médias nationaux et étrangers pourraient être un assistant efficace et professionnel dans l'organisation et la réalisation de ces actions. Mais leur rôle dans le plan d'augmentation de la production d'exportation de l'entreprise n'est pas pris en compte.

Il est déjà dans les plans du ministère de l'éducation du Belarus de s'établir sur le marché du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est, notamment par le biais d'une campagne active d'information et de publicité. Le ministère suggère à juste titre qu'"une campagne d'information active et le positionnement du Belarus, avant tout, sur Internet en tant que fournisseur de services éducatifs de qualité et de technologies innovantes deviendront un moyen important de promouvoir les exportations de services éducatifs"<sup>117</sup> . Il est clair que les médias nationaux peuvent également jouer un rôle important dans une telle campagne d'information.

L'une des principales activités d'exportation de services du ministère de la santé biélorusse est la formation de l'ouverture informationnelle du marché des services médicaux, l'organisation de campagnes publicitaires pour créer une image favorable et une confiance psychologique envers le système de soins de santé biélorusse. Et dans ces processus, le rôle de la sphère médiatique peut et doit être décisif.

Le comité exécutif de la ville de Minsk s'est fixé pour objectif d'augmenter la part des services dans les exportations totales d'ici 2015, grâce au développement de nouveaux types de services d'information et de communication. L'un des outils permettant d'atteindre cet objectif est l'utilisation des médias de masse régionaux. Le comité exécutif régional de Grodno a identifié le développement des mécanismes auxiliaires de promotion des marchandises sur les marchés étrangers comme l'un des principaux domaines d'activités économiques extérieures jusqu'en 2015, y compris l'augmentation de la reconnaissance et de l'attractivité des marques de Grodno, ce qui, nous semble-t-il, est presque impossible sans la participation active des médias. Et afin d'élargir la géographie des activités économiques étrangères de la région dans les années à venir, il est prévu de développer davantage les relations interrégionales, dont la couverture devient aujourd'hui l'un des domaines de travail les plus importants pour les journalistes régionaux biélorusses spécialisés dans les affaires internationales.

Les mesures visant à accroître le potentiel d'exportation de la région de Gomel comprennent l'optimisation des réseaux de distribution des produits et la promotion des produits d'autres entreprises grâce à l'utilisation de moyens de communication modernes, dans lesquels les médias devraient jouer un rôle important. Le développement des relations interrégionales et la formation d'une infrastructure d'information efficace pour accroître le potentiel d'exportation sont également prévus dans la région de Mogilev.

<sup>119</sup>Dans la région de Brest, les principales orientations du développement du commerce extérieur de marchandises jusqu'en 2015 comprennent le renforcement de la coopération internationale et régionale avec les régions de Russie, d'Ukraine, d'autres pays voisins et au-delà, la mise en œuvre d'accords bilatéraux, la poursuite du développement des contacts au sein de l'association transfrontalière "Eurorégion Bug", "l'amélioration du soutien à l'information sur les exportations, la publicité et les activités d'exposition et de foire"<sup>118</sup>, et l'organisation du "soutien à l'information des entités économiques".

La politique d'exportation de la région de Vitebsk prévoit le développement de la coopération industrielle, la création de coentreprises pour mettre en œuvre une large

gamme de projets orientés vers l'exportation en maintenant et en développant des partenariats stratégiques avec des régions étrangères qui ont des liens stables avec les administrations des villes et des districts de la région pour les années à venir. La création d'un système de support d'information étendu pour le développement de l'industrie IT nationale et l'augmentation de son attractivité sur les marchés nationaux et étrangers est considérée comme l'une des tâches du parc de haute technologie, dont la solution permettrait d'attirer des commandes d'exportation pour le développement de produits logiciels et "d'augmenter les revenus en devises de la république"<sup>120</sup>.

Comme nous pouvons le constater, tous ces exemples tirés du Programme national de développement des exportations de la République du Bélarus pour 2011-2015 illustrent de manière assez éloquente la conclusion selon laquelle la vie elle-même oblige à prendre en compte les spécificités de la sphère médiatique dans les conditions de la société de l'information moderne, même lorsqu'il s'agit de résoudre des tâches telles que le développement du potentiel d'exportation du pays. Toutefois, cela se fait encore de manière plutôt fragmentée et désordonnée dans divers ministères, départements, préoccupations et organes de l'administration territoriale du Belarus. Cela est dû à l'absence d'une stratégie de base pour le secteur des médias lui-même afin de développer les exportations et de promouvoir les développements des médias et de l'information sur les marchés nationaux et étrangers.

Comme indiqué plus haut, une telle stratégie n'était pratiquement pas nécessaire avant mai 2013, car il n'existait pas d'indicateurs prévisionnels de croissance des exportations pour les organisations relevant du système du ministère de l'information de la République du Bélarus. Le rôle stimulant de ces indicateurs réside dans le fait que les organes de l'administration publique républicaine doivent élaborer des mesures pour atteindre les indicateurs de prévision des exportations approuvés, qui doivent à leur tour être liés "à des mesures visant à intensifier les relations économiques bilatérales, la diversification des exportations et les canaux de promotion des biens et services nationaux sur les marchés étrangers dans un délai déterminé". Les mesures devraient aussi obligatoirement mettre à jour et préciser les projets spécifiques prévus pour la modernisation des installations de production existantes et la création de

nouvelles installations orientées vers l'exportation"<sup>121</sup> .

Dans ces conditions, il est évident qu'aujourd'hui, pour développer les processus d'exportation dans la sphère médiatique biélorusse, il est nécessaire d'effectuer une série de travaux préparatoires qui comprendraient : l'organisation d'une étude de marché ; l'évaluation du potentiel créatif et technique disponible ; l'élaboration d'un projet de programme de recherche scientifique et appliquée axé sur la mise en œuvre dans les conditions du marché, la définition des véritables besoins en matière de développement et de renouvellement de la sphère médiatique nationale ; l'examen des possibilités d'introduction de nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la sphère médiatique biélorusse. En même temps, lors de la formation de la structure géographique des exportations de médias, il est nécessaire de prendre en compte le facteur de la mondialisation de l'espace d'information moderne, qui dicte ses propres conditions : "Les produits médiatiques nationaux ne peuvent intéresser les consommateurs des marchés mondiaux que s'ils se rapprochent des stéréotypes de la vision du monde des consommateurs étrangers"<sup>122</sup> . Pour l'instant, "dans les conditions d'ouverture de l'espace d'information du pays et de concurrence des produits d'information étrangers, la qualité et la popularité du contenu national biélorusse restent insuffisantes"<sup>123</sup> , ce qui peut entraîner une diminution, voire une perte de compétitivité des technologies de l'information et de la communication et des ressources d'information nationales.

Par conséquent, il est important de comprendre aujourd'hui que le potentiel d'exportation des médias et des produits d'information créés par les journalistes biélorusses ne peut devenir réel à long terme que si tous les acteurs des médias sont prêts à mener une politique innovante visant à développer, utiliser et vendre des produits médiatiques sur le marché mondial de l'information. Une politique qui nécessitera un sérieux ajustement des activités des équipes éditoriales vers le développement de leurs fonctions de création, de marketing, de production et de vente. Il convient de rappeler ici que "l'innovation au sens large est comprise comme l'utilisation rentable des innovations sous forme de nouvelles technologies, de types de produits et de services, de solutions organisationnelles, techniques et socio-

économiques de nature industrielle, financière, commerciale, administrative ou autre"<sup>124</sup>. En d'autres termes, la politique d'innovation dans la pratique mondiale est mise en œuvre par l'introduction de quatre principaux types d'innovations : 1) le processus ; 2) le produit ; 3) l'organisation ; et 4) le marketing. Pour la sphère médiatique, cela signifie, selon nous, ce qui suit.

**Mise en œuvre d'un système d'innovation par les processus**

les technologies créatives : dans ce cas - en utilisant le potentiel du segment international du journalisme national, en tenant compte des caractéristiques actuelles du développement de l'espace mondial de l'information. **Innovation des produits** - mise à jour des produits médiatiques existants et création de nouveaux produits ayant un potentiel d'exportation : dans ce cas, en créant des projets médiatiques communs avec des partenaires étrangers, ainsi que des applications économiques externes des publications biélorussiennes existantes. **Innovations organisationnelles** - optimisation des formes organisationnelles de l'activité des entreprises médiatiques existantes et création de nouvelles, initialement basées sur des principes innovants : dans ce cas, en créant des structures d'activité économique étrangère dans les équipes de rédaction, en synthétisant le potentiel créatif du journalisme international et les opportunités commerciales de la publicité étrangère. **Innovations en matière de marketing** - mise en œuvre de technologies innovantes de promotion et de vente des produits médiatiques biélorussiens sur les marchés de l'information étrangers : dans ce cas, par l'utilisation active des ressources Internet disponibles et la coopération commerciale avec des partenaires étrangers de profil.

C'est pourquoi la priorité dans le renouvellement de l'industrie des médias biélorussienne en vue de l'exportation de ses produits et services devrait être le développement d'une politique d'innovation, dont l'élément clé devrait être le développement du journalisme international au Belarus, qui a le potentiel d'innovation et d'intégration en raison de sa nature spécifique, dont la mise en œuvre peut créer les conditions préalables à l'innovation de processus, de produit, d'organisation et de marketing dans la sphère des médias et, par conséquent, l'actualisation de

En 2013, le gouvernement biélorusse "voit le potentiel de tripler nos exportations

vers des marchés nouveaux et non traditionnels". Cela nous permettra d'ajouter au moins un milliard de dollars à nos exportations.<sup>125</sup> L'industrie des médias du Belarus, dont le développement de l'innovation est aujourd'hui un besoin urgent, devrait contribuer à la réalisation de cet objectif. D'autant plus que "nous avons besoin de nouveaux biens et services <...> la nouvelle économie est un développement accéléré de secteurs basés sur des ressources locales"<sup>126</sup>, auxquelles nous sommes en droit d'inclure les médias et les ressources d'information.

FOR AUTHOR USE ONLY

## Chapitre 8

### **Questions d'actualité sur le développement des exportations biélorusses dans le contexte de la publicité et du soutien des médias**

Assurer les conditions de la croissance des exportations de biens et de services n'est pas seulement l'un des domaines les plus importants des activités économiques étrangères pour la République du Belarus, mais aussi la principale priorité pour le développement de l'économie biélorussienne, puisque les exportations représentent plus de la moitié du produit intérieur brut dans sa structure. Ce fait en fait l'une des sources clés pour assurer une croissance économique durable dans le pays.

Le développement du potentiel d'exportation du Belarus et la balance du commerce extérieur ont pris une importance particulière dans l'environnement actuel,

"étant donné que la demande étrangère de produits biélorussiens

En outre, l'excédent du commerce extérieur de biens et de services garantit la stabilité financière au niveau macroéconomique, qui est le facteur clé de la sécurité économique du pays. Dans le même temps, un solde positif des opérations de commerce extérieur en biens et services assure la stabilité financière au niveau macroéconomique, conditionnant des paramètres fondamentaux de la sécurité économique du pays tels que les réserves officielles de change, la dette extérieure brute et publique, le taux de change de la monnaie nationale et les recettes du budget de l'État"<sup>127</sup>.

Les principaux défis et tendances mondiaux qui ont eu un impact significatif sur les exportations biélorussiennes ces dernières années sont : 1) la concurrence mondiale croissante sur les marchés des biens et services, des capitaux et des technologies ; 2) le resserrement de l'accès aux matières premières, à l'énergie, à l'eau, aux denrées alimentaires et aux couloirs de transport ; 3) le rôle croissant de la croissance économique innovante et de l'expansion des exportations, alors que les facteurs traditionnels du développement économique national ont gagné en importance. Dans ces conditions, selon le chef de l'État biélorusse, "la diversification des exportations et la recherche de nouveaux marchés sont une question de première importance, la survie

de notre pays"<sup>128</sup> .

C'est pourquoi, après avoir achevé, dans l'ensemble, la formation au niveau de l'État d'un système de stimulation et de soutien des exportations basé sur la pratique internationale, la République du Bélarus a mis le cap sur le développement, l'amélioration et la création de conditions pour l'introduction de nouveaux mécanismes efficaces de ce système. Cela est compréhensible : dans la situation de développement post-crise du commerce mondial, le vecteur de développement visant à " augmenter les produits à forte intensité scientifique et de haute technologie dans la structure des exportations et à diversifier les approvisionnements vers de nouveaux marchés " est objectivement pertinent pour des pays comme le Belarus.<sup>129</sup> .

Un outil efficace pour atteindre les objectifs définis dans ce domaine est la mise en œuvre d'une politique économique étrangère multisectorielle, qui entretient des contacts commerciaux avec la plupart des pays étrangers et participe activement aux processus d'intégration internationale. Les faits suivants sont révélateurs à cet égard : "Aujourd'hui, la République du Belarus a des missions diplomatiques dans 56 pays du monde. En tenant compte de l'accréditation des ambassadeurs à temps partiel, le Belarus est représenté dans 112 des 174 États avec lesquels notre pays a établi des relations diplomatiques"<sup>130</sup> . Début 2016, il y avait 46 ambassades, 4 antennes d'ambassade, 2 bureaux commerciaux.

missions, 35 bureaux consulaires d'États étrangers, 16 bureaux de représentation d'organisations internationales et 86 ambassades étrangères accréditées à Minsk depuis Moscou, Vilnius, Varsovie et Kiev.

Ces faits montrent que le Belarus dispose d'un potentiel considérable, tant en termes de renforcement des liens mutuellement bénéfiques avec ses partenaires économiques traditionnels et de développement de nouveaux marchés, qu'en termes de diversification de ses exportations, l'une des conditions d'un développement économique stable et de l'amélioration du niveau de vie de ses citoyens. Il est bien connu que les produits d'exportation biélorusses comptent plus d'un millier de noms, et les principaux produits fournis aux marchés étrangers comprennent les produits

pétroliers, les engrais potassiques et azotés, les produits métalliques laminés et les cordes métalliques, les tautos, les camions, les bus, les réfrigérateurs et les congélateurs, les fibres et les fils chimiques, le caprolactame, les pneus, le bois et les produits du bois, les meubles, les vêtements, les chaussures, les produits laitiers et la viande, le sucre. Cette liste est complétée par une large gamme de produits techniques sophistiqués ayant "une demande stable sur les marchés étrangers : machines agricoles, trolleybus et tramways, machines pour la construction de routes, équipements technologiques et électroniques, cuisinières à gaz, machines à laver, produits microélectroniques et instruments optiques"<sup>131</sup> .

Néanmoins, les résultats de 2015 ont montré que le Bélarus doit désormais concentrer davantage ses efforts pour augmenter ses exportations et trouver de nouveaux marchés : "La situation confirme la nécessité d'un déplacement plus dynamique du centre de gravité de la politique d'exportation des marchés traditionnels vers d'autres zones de diversification géographique et de produits des flux d'exportation. De nouveaux biens et services qualitativement innovants sont nécessaires"<sup>132</sup> . À cet égard, le gouvernement biélorusse s'est fixé pour objectif de "tirer le meilleur parti des accords et des développements existants avec tous les pays, en accordant une attention particulière à ceux avec lesquels un programme d'actions conjointes a été élaboré au plus haut niveau et au niveau le plus élevé"<sup>133</sup> .

En 2014, près de cinquante pays ont été identifiés comme de nouveaux marchés prometteurs pour les exportateurs biélorusses : 1. L'Australie. 2. Algérie. 3. Angola. 4. Bahreïn. 5. Bolivie. 6. Gabon. 7. Gambie. 8. Le Ghana. 9. La Grèce. 10. Le Zimbabwe. 11. Jordan. 12. Irlande. 13. Espagne. 14. Cambodge. 15. Cameroun. 16. La Colombie. 17. Côte d'Ivoire. 18. Koweït. 19. Laos. 20. Liban. 21. Malaisie. 22. le Mali. 23. Malte. 24. Maroc. 25. Mozambique. 26. Mongolie. 27. Myanmar. 28. Namibie. 29. Nigeria. 30. Nicaragua. 31. Oman. 32. Le Pakistan. 33. Pérou. 34. Portugal. 35. Arabie Saoudite. 36. Sénégal. 37. Singapour. 38. Slovénie. 39. Le Soudan. 40. La Thaïlande. 41. Togo. 42. Tunisie. 43. Philippines. 44. La Croatie. 45. Sri Lanka. 46. Équateur<sup>134</sup> . Pour remplir cette tâche prometteuse, "les ambassades de notre pays en Australie, en Équateur, en Mongolie, au Pakistan et au Qatar" ont été ouvertes la même année<sup>135</sup> .

Toutefois, en 2014, la Biélorussie a été confrontée à de graves défis extérieurs liés à la baisse des prix mondiaux du pétrole et des produits pétroliers exportés, à la dévaluation du rouble russe et à l'escalade de la situation en Ukraine. En conséquence, les exportations de marchandises vers la Russie ont diminué de près de 1,5 milliard de dollars. Bien que ces pertes aient été partiellement compensées par une augmentation des approvisionnements du Belarus en Europe, en Asie, Amérique et l'Afrique de près d'un milliard de dollars, le volume total des exportations du Bélarus vers les nouveaux marchés prometteurs ne représentait que 84% du niveau de 2013.

Cette situation a fait l'objet d'un examen sérieux lors d'une réunion du présidium du Conseil des ministres en février 2015, au cours de laquelle

<sup>136</sup>Le gouvernement a attiré l'attention sur les principaux problèmes liés à la diversification et à l'augmentation des exportations - l'absence d'une stratégie de prix efficace de la part des fabricants biélorusses et les problèmes de qualité et de service des machines - et a formulé des mesures spécifiques pour stimuler les opérations sur les marchés hors CEI en utilisant des outils tels que "un marketing agressif, la participation aux appels d'offres, la création d'installations d'assemblage partout où cela est possible, l'établissement d'une coopération industrielle, la création d'entités de réseau de distribution, le développement de services avec l'industrie de la construction".

Afin de prendre des mesures supplémentaires pour exploiter de nouveaux marchés étrangers, des fonctionnaires biélorusses de haut niveau se sont vu attribuer des pays et des régions spécifiques, et le ministère des affaires étrangères a été désigné comme l'organe de coordination de la diversification et de l'expansion des exportations, chargé d'"interagir directement avec les fonctionnaires affectés aux pays et aux régions"<sup>137</sup>. Les pays suivants ont déjà été désignés comme de nouveaux marchés prometteurs pour les exportations biélorusses en 2015 1. Algérie. 2. Bangladesh. 3. Bahreïn. 4. Bosnie-Herzégovine. 5. La Grèce. 6. Le Danemark. 7. Le Zimbabwe. 8. Jordan. 9. Espagne. 10. Cambodge. 11. Kenya. 12. Chypre. 13. Koweït. 14. Laos. 15. Macédoine. 16. Malaisie. 17. Maroc. 18. Népal. 19. Norvège. 20. Nicaragua. 21. Oman. 22. Panama. 23. Pérou. 24. Portugal. 25. Arabie Saoudite. 26. Sénégal. 27. Singapour

26. 28. Togo. 29. la Tunisie. 30. Uruguay. 31. Philippines. 32. La Croatie. 33. Monténégro. 34. Le Chili. 35. Sri Lanka.

Néanmoins, la situation macroéconomique du Bélarus a continué à évoluer au premier trimestre 2015 dans un contexte de rétrécissement des principaux marchés d'exportation. Le volume des exportations bélarussiennes de biens et de services a diminué de près d'un quart au cours des deux premiers mois. "Les plus grands défis et difficultés ont été rencontrés par les entreprises industrielles, principalement dans le secteur de la construction de machines"<sup>138</sup>. Par conséquent, dès avril 2015, le gouvernement a suggéré la nécessité d'un déplacement plus dynamique du centre de gravité de la politique d'exportation du marché russe vers d'autres destinations. Il a été souligné que la diversification des flux d'exportation, tant sur le plan géographique que sur celui des produits de base, devait être accélérée, ce qui a été étayé par des arguments sérieux. Plus précisément, malgré une baisse globale des volumes d'exportation en janvier et février 2015, les exportations biélorusses vers les pays asiatiques ont augmenté de 106,7 millions de dollars. Dans certains pays, comme l'Inde, l'Australie, l'Indonésie, le Vietnam, les États-Unis et la Bulgarie, l'objectif a été dépassé deux à trois fois.

Afin de donner une approche systématique stricte à ce domaine du développement stratégique de l'État, le gouvernement bélarussien et la Banque nationale ont adopté en janvier 2016 un ensemble de mesures visant à aborder le développement socio-économique du Bélarus en 2016 et à assurer l'équilibre macroéconomique, y compris 93 mesures dans le domaine de l'économie étrangère, de l'intégration, de l'investissement, de l'innovation, de l'industrie, des prix, de la politique antimonopole, de la politique sociale, régionale et monétaire, ainsi que les suivantes.

Le premier point du document est " l'approbation du programme national de soutien et de développement des exportations de la République du Bélarus pour 2016-2020.<sup>139</sup>. En outre, elle indique qu'il est nécessaire d'élaborer un plan de soutien pour les exportateurs bélarussiens et de mettre en œuvre les décisions du Conseil intergouvernemental eurasiatique sur le développement conjoint des exportations de biens et de services vers les pays tiers. Dans le même temps, " une attention particulière sera

accordée à la diversification des exportations <sup>140</sup> dans la proportion suivante : marché de l'Union économique eurasienne - 37,3 % ; marché de l'Union européenne - 35,2 % ; marchés des autres pays - 27,5 %.

À plus long terme, d'ici 2020, comme le prévoit la directive n° 3 "Sur les domaines prioritaires pour le renforcement de la sécurité économique de l'État", mise à jour fin janvier 2016, il est prévu d'assurer une diversification systématique des exportations biélorusses pour parvenir à une répartition égale des approvisionnements en provenance du Bélarus entre les marchés déjà mentionnés ci-dessus dans le rapport : un tiers pour un tiers. "Cela permettra d'équilibrer le commerce extérieur du Belarus, de développer de nouveaux marchés et de s'y implanter, et de réduire le risque que la croissance économique du Belarus dépende de la croissance des différents pays partenaires commerciaux"<sup>141</sup>. Dans ce contexte, l'objectif est de trouver et de mettre en œuvre de nouvelles formes et méthodes pour promouvoir les biens, les travaux et les services biélorusses sur les marchés traditionnels et nouveaux, et d'étendre la coopération internationale en créant des alliances à long terme de différents types - coentreprises en dehors du Belarus, accords de franchise, de licence et de location - pour développer des technologies avancées, fabriquer de nouveaux produits et accompagner leur vente de services connexes. L'une des priorités est de développer la coopération entre les principaux fabricants biélorusses et les sociétés multinationales, afin de faciliter l'accès au réseau de distribution des sociétés transnationales pour la fabrication de technologies modernes, d'équipements, de brevets et d'autres nouveaux produits.

L'émergence de ces documents politiques au début de l'année 2016 a été largement dictée par le fait que globalement en 2015, le chiffre d'affaires du commerce extérieur des marchandises biélorusses a chuté de près d'un quart pour atteindre près de 57 milliards de dollars. Les exportations biélorusses ont chuté d'un montant encore plus important - 26 % - pour atteindre 26,7 milliards de dollars. Avec les pays de la Communauté des États indépendants, les exportations ont diminué de 33,3 % pour atteindre 14,1 milliards de dollars<sup>142</sup>, avec les pays hors CEI, de 15,8 % pour atteindre 12,6 milliards de dollars, y compris ceux de l'Union européenne, de 19,4 % pour

atteindre près de 8,6 milliards de dollars.

Le Belarus voit le moyen de sortir de cette situation dans la mise en œuvre d'une politique d'investissement et d'innovation efficace, fondée sur la réalisation d'un certain nombre de projets concrets marquants. Tout d'abord, il s'agit de la mise en œuvre de projets d'investissement conjoints dans le cadre de la coopération interrégionale sino-biélorusse, dont le projet phare est le développement du parc industriel sino-biélorusse Great Stone. Deuxièmement, la mise en œuvre de projets d'investissement dans le cadre du programme d'investissement d'État 2016, où une attention particulière sera accordée à la construction d'installations d'infrastructure d'ingénierie à la centrale nucléaire biélorussienne. Troisièmement, améliorer l'efficacité du développement économique des régions biélorussiennes en approfondissant leur spécialisation et en développant des industries qui utilisent les matières premières et les ressources locales, en organisant des sites industriels équipés d'infrastructures d'ingénierie et de transport pour mettre en œuvre des projets industriels avec la création de nouvelles entreprises. Quatrièmement, l'attraction d'investissements étrangers pour la réalisation de projets dans le cadre de la coopération transfrontalière et interrégionale, la création conjointe d'infrastructures régionales, le développement du commerce et du tourisme transfrontaliers.

Comme nous pouvons le constater, le rôle des régions dans la mise en œuvre d'une politique d'exportation efficace augmente sensiblement dans les conditions actuelles. Cela peut s'expliquer par les graves problèmes auxquels ils ont été confrontés récemment. Par exemple, en janvier-novembre 2015, la région de Vitebsk n'a réussi à exporter que 54,6 % de ses marchandises par rapport à 2014. La région voit la solution au problème dans l'élargissement de la géographie des approvisionnements d'exportation. Et certaines mesures dans ce sens ont déjà été prises. En particulier, au cours des 11 premiers mois de 2015, les produits de la région de Vitebsk ont été expédiés sur les marchés de huit pays - Inde, Cameroun, République de Corée, Koweït, Luxembourg, Nigeria, Arabie saoudite et Monténégro. Dans huit autres pays - le Kirghizistan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Ouzbékistan, la Lituanie, la Pologne, les Émirats arabes unis et la Mongolie - les exportations de Vitebsk ont regagné leurs positions l'année dernière sous la forme de nouvelles livraisons de lait en poudre, de

lactosérum, d'additifs pour huiles lubrifiantes, de feuilles de porte et de médicaments vétérinaires. En outre, les "contacts interrégionaux avec les régions de Pskov, Tcheliabinsk, Rostov, Sverdlovsk, Kaluga, Lipetsk, Smolensk et Moscou de la Russie, de la Slovaquie, de la République tchèque et de la Lettonie ont été considérablement "intensifiés"<sup>143</sup>. Au total, la géographie des exportations de la région s'est déjà étendue à 77 pays.

Quant à la région de Grodno, elle reste encore extrêmement dépendante du marché russe. En particulier, la région a fourni près de 97 % de sa viande et de ses produits laitiers à la Russie en 2015. Mais les contours de la diversification géographique et des produits de base des exportations sont déjà esquissés ici : "En 2015, les premières expéditions de la région de Grodno ont été effectuées vers l'Afghanistan, la Syrie, la Palestine, l'Irak et la Croatie. Les exportations vers les pays lointains ont presque doublé et celles vers les États-Unis ont augmenté de 10 %."<sup>144</sup>.

Sur les dix premiers mois de 2015, les approvisionnements à l'exportation des entités économiques du Pays de Brest ont chuté de près de 29 %. La région prévoit de changer radicalement cette tendance négative "en diversifiant les exportations sur le plan géographique et des produits de base, en augmentant l'exportation de produits innovants et à forte intensité de connaissances, en approfondissant la coopération interrégionale et en améliorant les infrastructures d'exportation."<sup>145</sup>. En particulier, le travail avec la République populaire de Chine, où les entreprises de la région ont déjà considérablement augmenté leurs volumes d'exportation en 2015, de 1,7 fois, sera considérablement renforcé. Dans le même temps, "la ville de Xiaogan peut devenir un tremplin sur lequel le marché chinois dans son ensemble peut être développé"<sup>146</sup>.

La région de Minsk prévoit d'augmenter les exportations de marchandises de plus de cinq pour cent en 2016 "par la mise en œuvre de projets d'investissement pour le rééquipement technique et la reconstruction des installations de production afin d'améliorer la qualité et la compétitivité des produits et d'intensifier les activités de marketing"<sup>147</sup>. En particulier, l'augmentation des exportations doit être assurée par : Gromin LLC, achèvement de la construction d'une usine de conditionnement en plastique ; Onega Plus LLC, achèvement de la construction d'une usine de chips brutes

; Evipack Industries LLC, mise en service d'une nouvelle ligne technologique pour la production d'équipements de conditionnement ; Adani Technologies CJSC, projet de mise en service d'une usine de production d'équipements de haute technologie et de radiographie pour des applications industrielles et spéciales. OJSC Dzerzhinsky Agrocomplex prévoit de développer de nouveaux marchés en Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Moldavie, Turkménistan, Ouzbékistan et Ukraine en élargissant la gamme de produits fournis. L'augmentation de l'exportation de services sous la forme d'une augmentation du transport entre les pays de l'Union européenne, l'Asie centrale, l'Azerbaïdjan et la Mongolie est incluse dans les plans spécifiques des entreprises de transport de la région de Minsk telles que Big-Trade LLC, Belspetsagrotrans LLC, Proliv JLLC et Intertransavto LLC.

La tâche consistant à trouver et à mettre en œuvre de nouvelles formes et méthodes de promotion des biens, des travaux et des services biélorussiens sur les marchés traditionnels et nouveaux pour les industries biélorussiennes du secteur réel, où la demande d'innovation et une politique d'innovation efficace visant à créer une économie axée sur l'innovation, n'est pas moins urgente. Et dans un certain nombre de secteurs, cet objectif est déjà atteint de manière réaliste. En particulier, le ministère de l'industrie de la République du Belarus, qui comprend plusieurs centaines d'entreprises, notamment 135 - ingénierie mécanique et métallurgie, plus de 60 - ingénierie radio, 16 - ingénierie électrique, 10 - opto-mécanique, 8 - métallurgie, 5 - fabrication d'instruments, 4 - industrie électronique.

Il est clair que dans un marché hautement concurrentiel où la compétition pour les marchés et les consommateurs est intense sur pratiquement tous les continents, l'élaboration d'une stratégie pour gagner de nouveaux marchés est à la fois difficile et longue. Il est clair qu'avant de pénétrer sur un marché particulier, il convient de l'étudier en profondeur et d'envisager toutes les possibilités d'action. Il est clair qu'il est important de relier les départements de marketing des entreprises avec les marchés et les consommateurs potentiels, en comprenant le rôle décisif des marketeurs dans la formation des commandes aux départements d'ingénierie, qui, à leur tour, sur la base des demandes des consommateurs et de l'analyse de l'environnement concurrentiel,

doivent créer de nouveaux produits d'ingénierie.

Le ministère de l'industrie biélorusse considère plusieurs zones prioritaires de diversification des exportations : "La principale direction est celle des pays d'Asie du Sud-Est, de l'Inde, du Pakistan et de la Chine. <...> La deuxième direction prioritaire est celle des pays d'Amérique latine. Et la troisième direction est l'Afrique.<sup>148</sup> . Les faits témoignent de ce qui est fait concrètement pour relever ces défis. En particulier, au cours des 10 premiers mois de 2015, les produits des entreprises du ministère de l'Industrie sont apparus sur les marchés de 12 pays où ils n'avaient pas été exportés auparavant : Irlande, Monténégro, République populaire démocratique de Corée, Népal, Zimbabwe, Mauritanie, Tanzanie, Sierra Leone, Guinée équatoriale, Colombie, Chili, Nouvelle-Zélande. Vingt-sept autres pays ont connu une augmentation de leurs exportations par rapport à 2014. Il s'agit de l'Arménie, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Espagne, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, du Vietnam, de la Thaïlande, d'Israël, de la Chine, de la Tunisie, du Canada, de Cuba et de l'Australie. Au total, "les entreprises du ministère de l'Industrie ont exporté leurs produits vers 102 pays en 2015"<sup>149</sup> .

Il va sans dire que chaque entreprise choisit sa propre stratégie pour diversifier ses approvisionnements à l'exportation. Par exemple, en 2015, la géographie des partenaires commerciaux étrangers de l'usine automobile biélorusse comprenait 42 pays, et les dix premiers étaient : la Russie, la Grande-Bretagne, le Kirghizistan, la Mongolie, la Bulgarie, la Serbie, le Vietnam, l'Iran, l'Italie et le Kazakhstan. Par ailleurs, " en 2015, le nombre de nouveaux pays consommateurs de produits BELAZ sur le continent africain a également augmenté. Un important lot d'équipements a été mis en service au Zimbabwe <...>, des bulldozers à roues BELAZ-78231 sont maintenant opérationnels au Maroc"<sup>150</sup> . Et Minsk Automobile Plant est arrivé en tête des ventes de camions neufs de plus de 3,5 tonnes de PTAC en Ukraine en 2015. Les statistiques sont ici les suivantes. Au total, plus de 900 camions neufs ont été immatriculés en Ukraine, dont 294 de la marque MAZ, soit une hausse de 43,4 % par rapport aux ventes de 2014. Quant aux concurrents, la "marque numéro deux en Ukraine est Scania : l'an dernier, les Suédois ont réussi à vendre 137 camions. En

troisième position, on trouve MAN avec 85 véhicules"<sup>151</sup> .

Gomselmash a sa propre géographie de la diversification des exportations, les régions de Russie jouant un rôle important. En particulier, en 2015, pour la première fois, les agriculteurs des régions de Samara et de Tula, ainsi que des régions de Krasnodar et de Stavropol, ont pu se familiariser avec les avantages des moissonneuses à grains KZS-1624.1. Les dix premières unités de machines "Palesse" ont été envoyées dans la région de Leningrad. La première moissonneuse-batteuse KZS-1218-29 a été vendue à l'Oblast de Kaliningrad. Avec l'aide du bureau de représentation de Gomselmash en République tchèque, les premiers échantillons de machines ont été envoyés en Espagne, en Hongrie et en Turquie. Les machines Palesse sont apparues au Pakistan et en Thaïlande. En 2016, "la présence de machines Gomselmash est prévue en Égypte, en Azerbaïdjan, en République d'Afrique du Sud, au Tadjikistan, en Géorgie, en Serbie et en Allemagne."<sup>152</sup> .

La coopération entre la holding biélorussienne Amkodor et la China International Investment Property Management Corporation CITIC Construction CO, LTD sur la production de produits destinés à l'exportation pourrait s'avérer efficace. En janvier 2016, les parties ont signé un mémorandum " sur la construction de l'usine de machines spéciales Amkodor Mash dans le village de Kolodishchi, district de Minsk "<sup>153</sup> .

Le groupement biélorusse de production et de commerce de l'industrie forestière, du travail du bois, de la pâte à papier et du papier, qui réunit 46 grandes entreprises de différentes formes de propriété, devrait également assurer la croissance du potentiel d'exportation. Aujourd'hui, les entreprises du groupe exportent leurs produits vers 52 pays, et la part des exportations dans le volume général de leur production est déjà de 56,4%. Néanmoins, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères de la République du Bélarus, le Concern a déjà élaboré et commencé à mettre en œuvre un plan d'action visant à développer le commerce extérieur, la coopération économique et les investissements étrangers pour 2016, dont l'objectif principal est d'augmenter le volume des exportations des entreprises du Concern. La tâche d'augmenter les exportations "sera résolue par la recherche et le développement de nouveaux marchés étrangers, notamment par le développement de réseaux de distribution de produits, la

diversification des produits de base et la diversification géographique de la structure des exportations, en atteignant un niveau stratégique de relations avec les pays en développement dynamique"<sup>154</sup> .

La diversification des exportations visera une combinaison flexible de plusieurs vecteurs principaux : premièrement, le développement de la coopération et de la spécialisation dans l'Union économique eurasienne, basé sur l'approfondissement des relations économiques, principalement avec la Russie ; deuxièmement, l'établissement de relations de partenariat avec les pays de l'Union européenne, en tenant compte de l'éventuelle adhésion de la République du Belarus à l'Organisation mondiale du commerce, principalement avec la Slovaquie, la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie ; troisièmement, l'expansion de la présence des entreprises du groupe sur les marchés non conventionnels. <...> Les marchés prioritaires pour l'expansion des exportations du Concern en 2016 sont la Turquie, l'Iran, le Pakistan, l'Espagne, l'Italie, la France, la Chine et l'Égypte.<sup>155</sup> .

Tous ces plans ne peuvent devenir une réalité que si les entreprises du consortium développent les capacités de production des projets d'investissement déjà mis en œuvre dans les productions orientées vers l'exportation et élargissent la gamme de leurs produits, et créent de nouvelles entités économiques orientées vers l'exportation. La holding biélorusse de papiers peints, qui fait partie du groupe Bellesbumprom, fait déjà preuve d'une expérience intéressante à cet égard.

La société holding comprend quatre entreprises : UP Gomeloboy, UP Minsk Wallpaper Factory, Dobrush Paper Factory Hero of Labor branch, et Belkarton branch. En 2015, ces entreprises ont augmenté leurs exportations de produits en carton et en papier de 44 %, dépassant le chiffre de six millions de dollars. Les exportations de papier et de carton ont augmenté encore plus, de 80 %, pour atteindre 8,6 milliers de tonnes. Il convient de noter qu'en 2015, les principaux destinataires des produits en carton et en papier de Belarusian Wallpapers étaient les consommateurs de Russie et de Pologne - cinq millions et demi de dollars, ainsi que de Lituanie, d'Ukraine, d'Arménie, du Kazakhstan, de Moldavie et de Lettonie.

Le secret du succès des exportations des entreprises de la holding réside dans le

développement opportun de productions orientées vers l'exportation. En particulier, le plus grand volume de livraisons à l'exportation en 2015 provenait de la succursale de Belarus Wallpaper - Dobrush Paper Factory "Hero of Labor", où "en 2014, la machine à papier a été modernisée. Cela nous a permis d'élargir considérablement la gamme de produits et d'augmenter les volumes de production de moitié."<sup>156</sup> . Un autre projet d'investissement est actuellement mis en œuvre dans cette usine : la construction d'une usine de production de carton couché et non couché d'une capacité de 200 000 tonnes par an. L'achèvement du projet est prévu en 2017. Ayant maîtrisé la production de carton couché et non couché, les producteurs biélorussiens vont non seulement réduire les importations de ce produit en provenance de la Communauté des États indépendants et de l'Union européenne, mais aussi assurer la croissance des exportations.

Comme nous pouvons le constater, Bellesbumprom a de l'expérience dans le développement d'entreprises orientées vers l'exportation. Et elle est prête à le partager avec d'autres participants de ce segment de l'économie biélorussienne. En témoigne notamment le fait qu'en janvier 2016, à l'initiative du Concern, l'Association des industries de l'ameublement et de la transformation du bois a été créée au Bélarus, dont l'un des principaux objectifs sera de " promouvoir la formation d'industries de transformation du bois, de travail du bois et de l'ameublement orientées vers l'exportation, de haute technologie et économes en ressources "<sup>157</sup> .

Le secteur de la construction au Belarus fait partie des segments de l'économie qui ont un potentiel d'exportation particulièrement élevé. Ainsi, en 2014, " les exportations de biens par les organisations du ministère de la Construction et de l'Architecture ont augmenté de 3,7 % <...> et les exportations de services de 46 % "<sup>158</sup> . Et en 2015, les objectifs d'exportation de services de construction, d'ingénierie et d'architecture ont été atteints à hauteur d'un milliard de dollars. Néanmoins, en 2016, les constructeurs biélorusses ont été chargés d'augmenter encore les exportations de biens et de services en se concentrant sur la qualité du travail et les délais conformes aux obligations contractuelles, ainsi que de "coordonner les travaux d'optimisation, de réduction des coûts et d'introduction de nouvelles technologies". Les entreprises doivent veiller à l'application des meilleures pratiques internationales en matière de

construction"<sup>159</sup> .

La stratégie de développement du secteur de la construction au Belarus prévoit plusieurs moyens de relever ce défi. Tout d'abord, grâce aux nouvelles technologies. Un exemple : l'entreprise Gomelglass, où la modernisation en termes de traitement industriel du verre est en voie d'achèvement. D'ici la fin du semestre, l'ajustement et le lancement de la ligne de production de verre à haut rendement énergétique doivent être achevés, ce qui permettra de produire environ 4 millions de mètres carrés de ce type de verre dans un premier temps, avec la possibilité d'augmenter cette quantité jusqu'à 8 millions de mètres carrés. Et nous avons déjà des contrats préliminaires pour fournir ce verre à l'exportation. En outre, le fort potentiel d'exportation du verre biélorusse est prouvé par des faits comme ceux-ci. Nous avons déjà signé des contrats pour exporter 8,5 millions de mètres carrés en Allemagne et en Pologne, et 13 millions de mètres carrés en Ukraine, ainsi que de petites quantités en Turquie et en Italie.

Le ciment est le deuxième poste d'exportation des constructeurs biélorussiens. Il est connu que sa consommation intérieure ne dépasse pas quatre millions de tonnes par an, alors que la production uniquement par voie sèche est de 6,6 millions de tonnes. En 2016, les fournitures de ciment biélorusse à l'Europe augmenteront de 500 mille tonnes et les exportations vers la Russie atteindront 1,2 million de tonnes. Il est également encourageant de voir le potentiel d'exportation de la pierre concassée biélorusse, qui fait déjà l'objet d'une collaboration avec la Pologne et la Lituanie. Plus précisément, " au cours du seul mois de janvier 2016, on a chargé autant de pierres concassées que pendant tout le premier trimestre de l'année dernière "<sup>160</sup> .

La deuxième direction est la diversification des marchés étrangers, où il s'agit avant tout d'élargir les marchés régionaux russes. Un bon exemple est la région de Kaluga, où la société biélorussienne MAPID construit le complexe résidentiel Malinovka, dans la banlieue nord-est de Kaluga. Il se compose de cinq immeubles d'habitation avec des espaces paysagers et aménagés, des routes, des parkings, des ensembles de petites formes architecturales, un beau parc avec un étang, des sentiers de promenade et des pavillons. Une maison à trois sections de 9 étages comprenant 188 appartements et une maison à une section de 19 étages comprenant 126

appartements ont déjà été construites dans le quartier. Deux immeubles d'une section de 19 étages comprenant 126 appartements et un immeuble de 19 étages comprenant 106 appartements sont en voie d'achèvement. La coopération se poursuivra avec "la construction d'un autre complexe résidentiel sur un site voisin, Malinovka 2, composé de cinq bâtiments comprenant 698 appartements. Un promoteur biélorusse, Vesta LLC, a obtenu l'autorisation de construire le lotissement Vesnushki dans le district de Pravoberezhye, à Kaluga. En août 2015, nous avons posé la première pierre des fondations de la première maison. Il y en aura sept au total, la superficie totale des appartements sera de 42968 mètres carrés, et le nombre d'appartements sera de 920. VESTA a également lancé un autre projet - le complexe résidentiel Annenki"<sup>161</sup>. Il existe également une expérience intéressante de coopération dans le secteur de la construction entre les constructeurs du Belarus et de Moscou. En 2014, les Russes ont assuré la création du projet d'amélioration de la cour de Moscou sur l'avenue de l'Indépendance dans la capitale biélorusse. " En 2015, les Minchans ont réalisé un projet réciproque : l'aménagement paysager " Minsk Yard " à District administratif sud de Moscou le long de la rue Borisovskiye Prudy"<sup>162</sup>. Il est tout à fait possible que des constructeurs biélorusses apparaissent dans d'autres régions russes en 2016. Par exemple, les possibilités de participation des organisations de construction biélorusses "dans le programme complexe de développement du système de transport de la République tchétchène ont déjà été discutées. Il a notamment été question de la reconstruction et de la construction d'infrastructures de transport : aéroports, gares, centres logistiques"<sup>163</sup>.

Début 2016, le Bélarus a créé la holding de construction Belstroycentre, qui "comprendait 18 de nos entreprises avec un effectif total d'environ 35 000 personnes"<sup>164</sup>, ce qui indique un coup de pouce important dans les efforts du secteur pour pénétrer de nouveaux marchés.

Dans le contexte de la forte campagne de diversification des exportations du Belarus, il est important que les demandes de prendre des mesures supplémentaires pour promouvoir et faire de la publicité pour les produits bélarussiens lors de la réunion d'avril 2015 du Conseil des ministres bélarussien ne soient pas éclipsées. <sup>165</sup>En

particulier, il a été suggéré à l'époque de former des groupes d'experts composés de représentants des organisations exportatrices afin d'étudier des visites dans les pays dont les marchés sont prometteurs pour les exportations, de prendre des mesures supplémentaires pour intensifier le travail des commissions, comités et conseils intergouvernementaux bilatéraux dans la sphère des activités économiques étrangères, et la nécessité d'encourager l'utilisation de méthodes de marketing actives et la publication de documents pertinents dans les médias imprimés spécialisés, de documents sur l'expo

Cette tâche était tout à fait opportune, car il est un fait qu'en 2015, la présence de contenu bélarussien dans l'espace d'information mondial a augmenté de façon notable. En témoignage, notamment, l'activité du corps diplomatique bélarussien dans les médias étrangers. **Janvier** : interview de S. Sukhorenko, chef de la mission diplomatique du Belarus en Arménie, à l'agence Armenian News. **Février** : une conférence de presse du ministre des Affaires étrangères V. Makei sur les résultats de sa visite en Syrie, une interview du vice-ministre des Affaires étrangères V. Rybakov au journal sud-coréen Zhongan Ilbo, un article de l'ambassadeur de Biélorussie en Finlande A. Ostrovsky dans Ostrovski - dans Baltic Rim Economies, et un entretien avec le chef de la mission diplomatique du Belarus au Kazakhstan A. Nichkasov - dans le magazine Mangi El. **Mars** - interview du vice-ministre des affaires étrangères A. Guryanov au journal lituanien Verslo Zinios, de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Belarus en Pologne A. Averyanov au magazine Baltic Rim Economies. En Ukraine, V. Velichko - à l'agence d'information Svyat elit, en Mongolie - aux journaux Soembo et Zuuny Mede, en Ukraine - au journal Verslo Zinios. En Mongolie, il a été représenté par S. Chepurny aux journaux "Soobo" et "Zuun Madā", et en Ukraine par S. Velichko à l'agence de presse "Ukrainsiu Novyny". Belarus - Russie", en Égypte et en Algérie (simultanément) - S. Rachkova - journal algérien "Al-Shaab". **Avril** - interviews du premier vice-ministre des Affaires étrangères, A. Mikhnevich, au journal lituanien Lietuvos Žines, du vice-ministre des Affaires étrangères, E. Kupčina, au journal hongrois Magyar Hirlap, A. Le premier vice-ministre des Affaires étrangères E. Kupčyna - au journal hongrois Magyar Hirlap, A.

Guryanū - au journal estonien Delovye Vedomosti, I. Petrishenka - au programme De première personne de la télévision publique russe et au journal Soiuznoe Veche, A. Nichkasov - à l'agence de presse Kazinform, le chef de la mission diplomatique biélorusse en République tchèque V. Markovich - au périodique Parviz Naviny. Markovich, chef de la mission diplomatique du Belarus en République tchèque, au périodique Parlamentni Listy. **Mai** - article de V. Makei dans le magazine britannique Forced Migration Review ; interview de V. Makei au journal américain The Washington Post. E. Mayakay - au journal américain The Washington Post ; E. Kupčina - au journal slovène The Slovenia Times ; A. Korol, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Biélorussie en Lituanie - à l'édition lituanienne Express-week ; en Israël - à V. Skvortsov - au portail Israël en personne. **Juillet** - interviews de V. Makei à la chaîne de télévision Russia-24, de V. Rybakov à l'agence de presse russe TASS et au service russe de la radio des Nations unies, d'I. Petrishenko à Rossiyskaya Gazeta, article conjoint de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Belarus en Autriche V. Voronetsky et des ambassadeurs arméniens en Arménie et au Belarus. Voronetsky et les ambassadeurs d'Arménie, du Kazakhstan, du Kirghizstan et de Russie en Autriche - dans Die Presse. **Août** : interview de V. Skvortsov au portail Israël en personnes **Septembre** : interview de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Belarus en Lettonie M. Dolgopolova au journal letton Business Vesti. Septembre, interviews de M. Dolgopolova, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Belarus en Lettonie, au journal letton Biznesa Vesti. **Octobre** - interviews de V. Makei au journal Kommersant, de A. Mikhnevich au portail d'information et d'analyse de l'État de l'Union, et de S. Rachkov à l'Agence de presse du Moyen-Orient. **Décembre** - interview de I. Nazaruk, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Belarus en Arménie, à l'agence de presse ArmInfo ; S. Rachkov au magazine égyptien Diplomacy<sup>166</sup> .

On pense que cette expérience médiatique très intéressante des diplomates biélorusses devrait être reflétée et développée en 2016 dans les publications des représentants des structures régionales et sectorielles biélorusses, avec la participation

et le soutien les plus actifs des représentants du segment international du journalisme national biélorusse.

FOR AUTHOR USE ONLY

## Chapitre 9

### Le marché publicitaire biélorusse : segments et tendances

En février 2017, une réunion du conseil du ministère de l'information de la République du Bélarus a examiné les résultats des unités de l'industrie de l'information et des médias du pays au cours de l'année écoulée. Elle note que "2016 a consolidé la tendance négative de la baisse des abonnements aux périodiques d'État. Le tirage de la presse locale <...> est également en baisse. Nous devons prendre des mesures efficaces pour maintenir et augmenter le nombre de lecteurs"<sup>167</sup>. La demande très spécifique du gouvernement biélorusse y a également été exprimée : prendre des mesures globales pour rétablir les volumes du marché publicitaire, afin que "les revenus publicitaires augmentent, c'est-à-dire que nous devrions nous concentrer sur un travail efficace avec les annonceurs, et ne pas nous contenter d'attendre des subventions. La publicité doit être traitée"<sup>168</sup>.

Les statistiques montrent que les phénomènes de crise dans la publicité biélorusse ont commencé à être observés dès 2015, lorsque, pour la première fois depuis 2009, une tendance négative a été observée, la rentabilité du marché publicitaire biélorusse ayant chuté de 40 % d'un coup. À cette époque, "la baisse des budgets publicitaires a eu le plus grand impact sur les marchés de la publicité télévisée et de la publicité imprimée en raison du coût élevé de l'une et de la faible efficacité de l'autre face aux sources d'information alternatives"<sup>169</sup>. Pour être tout à fait exact, les entreprises de télévision et de presse écrite ont perdu jusqu'à la moitié de leurs budgets publicitaires à cette époque, ce qui les a obligées à suspendre un certain nombre de projets. Ce sont les marchés de l'Internet et de la publicité mobile connexe qui ont le moins souffert dans ces circonstances.

Les chiffres suivants sont également intéressants : entre 2010 et 2015, le nombre d'entités commerciales engagées dans la production et le placement de publicités au Belarus a augmenté de moitié. À la fin de l'année 2015, on en comptait déjà 744. Néanmoins, au cours de la même année 2015, "les budgets pour la publicité des produits alimentaires ont diminué de 9%, pour la publicité des cosmétiques, des

parfums, des autres produits industriels - de 16%, les détaillants ont réduit leurs budgets publicitaires de 17%, et la publicité des chaussures et des articles en cuir a chuté de moitié"<sup>170</sup>. Tous ces faits témoignent d'une conclusion évidente : le marché publicitaire biélorusse traverse une crise grave qui exige que toutes les parties prenantes élaborent des mesures coordonnées pour la surmonter.

Apparemment, le principal document anticrise dans ces conditions devrait être le concept de développement du marché publicitaire biélorusse pour 2017-2020, qui est toujours en cours d'approbation par les structures intéressées, mais qui diffère à bien des égards des documents similaires créés précédemment. Le fait est que le précédent concept de développement du marché de la publicité en République du Bélarus pour la période allant jusqu'en 2014 a été élaboré du début à la fin par les organes de l'État. Cette fois, l'initiative de formuler le concept a été confiée à la communauté des experts afin de pouvoir, à terme, "libéraliser le marché publicitaire biélorusse et optimiser et simplifier les procédures administratives, en tenant compte des relations contractuelles"<sup>171</sup> de la République du Bélarus avec l'Union économique eurasiatique. On peut supposer que, cette fois, les propositions des acteurs du marché publicitaire eux-mêmes seront effectivement prises en compte dans le document final.

Par exemple, l'Association des organisations de publicité (ARO), qui regroupe 25 sociétés représentant plus de 50 organisations biélorusses dans le domaine de la publicité, du marketing et de la communication, a préparé ses propositions stratégiques pour le nouveau concept. En particulier, l'association propose d'intensifier et de stimuler les activités de commercialisation des producteurs locaux dans les industries nationales clés, qui comprennent les produits pharmaceutiques, les produits laitiers, la confiserie et le chocolat, la bière, les cosmétiques et les produits chimiques ménagers, la viande et les produits de charcuterie.

Le projet de l'Association des agences de communication et de marketing (ACMA) du Bélarus comprenait des questions prioritaires visant à simplifier et à libéraliser la législation sur la publicité et à attirer les investissements dans le secteur. Parmi celles-ci figurent la levée de l'interdiction d'utiliser des images de personnes dans la publicité pour la bière et les boissons faiblement alcoolisées et l'inclusion de la bière

non alcoolisée dans la liste des produits dont la publicité est autorisée sans restriction ; l'autorisation d'utiliser le parrainage pour la publicité sociale et la mention des sponsors dans celle-ci ; l'autorisation de placer des publicités sur les côtés des transports publics ; l'élaboration de lignes directrices pour les appels d'offres aux entreprises de diverses formes de propriété ayant le statut d'acte juridique normatif et la formation de critères unifiés pour la publicité. Il convient également de noter la proposition de l'ACMA d'augmenter le nombre de " sites de construction inachevés, de territoires non développés et de façades de bâtiments "<sup>172</sup> et d'offrir un accès égal à ces sites aux acteurs du marché.

L'objectif ultime du nouveau concept de développement du marché publicitaire biélorussien 2017-2020 est avant tout de présenter des moyens réalistes d'accroître le rendement de tous les segments de ce marché dans le contexte actuel, parmi lesquels la télévision, la publicité en ligne et la publicité extérieure figurent parmi les plus prometteurs au Belarus.

**La publicité télévisée** au Belarus est traditionnellement le segment le plus efficace et le plus recherché du marché publicitaire. Et ce, malgré le fait que la législation biélorussienne limite le temps de placement et de distribution des publicités à la télévision et réglemente le temps d'interruption des programmes par des publicités. Il existe également des exigences qui limitent le niveau sonore des messages publicitaires. En outre, la télévision est l'une des sources de publicité les plus coûteuses, et le coût de la publicité n'a pas tendance à baisser. Néanmoins, "étant donné qu'environ 80 % de la population biélorussienne regarde la télévision quotidiennement, l'efficacité de la publicité télévisée est élevée, de sorte qu'à l'avenir, la télévision jouera un rôle de premier plan sur le marché publicitaire biélorussien"<sup>173</sup> .

Il convient de noter à cet égard que la part de la publicité télévisée dans la structure du marché publicitaire biélorussien a considérablement fluctué au fil des ans, ce qui ne l'a pas empêchée de conserver constamment sa position de leader. Ainsi, "au premier semestre 2009, la publicité télévisée représentait 32 %"<sup>174</sup> . En 2013, la télévision représentait déjà 55 % de la publicité. Même en 2015, qui a été une année particulièrement difficile pour les chaînes de télévision publiques, où " nous ne

pouvions pas nous empêcher de ressentir la perte de la part du lion de l'argent de la publicité, alors nous avons laissé certains programmes de divertissement pour plus tard "175 , où le marché publicitaire a presque été divisé par deux, néanmoins " la publicité télévisée a occupé 50 % du marché publicitaire "176 .

La télévision est restée le principal support publicitaire au Bélarus en 2016, où elle était le média le plus massif et le plus consommé, avec une portée quotidienne moyenne de 72,2 % du public et une durée d'écoute quotidienne moyenne de 3 heures 46 minutes. Par ailleurs, "depuis le troisième trimestre 2016, le marché de la publicité télévisée biélorusse est entré dans une tendance de croissance soutenue"177 . Cette tendance positive a peut-être été influencée par les tendances observées sur le marché biélorusse de la publicité télévisée. L'une d'entre elles est le fait qu'il y a eu un changement de leader dans les catégories de produits budgétaires. Au cours des neuf premiers mois de 2016, les organisations professionnelles sont arrivées en tête des annonceurs, les dépenses publicitaires télévisées en roubles ayant augmenté de 44 % en glissement annuel, poussant la publicité pour les médicaments à la deuxième place. Certaines autres catégories d'annonceurs ont également connu une bonne croissance du volume de la publicité télévisée. Le segment du thé et du café a enregistré une hausse de 5 %. Les publicités pour les services bancaires et financiers ont augmenté de 20%, les cosmétiques et les parfums de 60% et les boissons gazeuses de 11%. Les services d'accès à l'internet mobile ont également augmenté en termes de publicité télévisée.

Néanmoins, les statistiques montrent qu'en termes de dépenses de publicité télévisée par habitant, le Belarus reste à la traîne de tous les pays voisins. En particulier, ce chiffre est six fois plus élevé en Russie et une fois et demie plus élevé au Kazakhstan. Cela signifie que "quelle que soit la situation économique actuelle, le marché de la publicité télévisée au Belarus a un potentiel de croissance. Selon l'indicateur retenu, le potentiel de croissance pour les 2 ou 3 prochaines années se situe entre 20 et 40 %"178 . Bien sûr, beaucoup de choses à cet égard dépendront de la mesure dans laquelle les attentes concernant la reprise de l'économie biélorussienne se réaliseront. Comme vous le savez, les prévisions du gouvernement biélorusse supposent un ralentissement de l'inflation, une stabilisation du taux de change, une croissance du produit intérieur brut,

des revenus de la population et une relance du marché de la consommation. Tous ces facteurs ne peuvent qu'affecter les annonceurs. En effet, ils relanceront la demande pour leurs produits, ce qui créera des opportunités pour des campagnes de planification et de publicité durables et prévisibles. Par conséquent, l'impact des facteurs économiques, combiné à des changements dans les politiques de prix, pourrait entraîner une augmentation du segment de la publicité télévisée biélorusse de 12 à 16 % en 2017.

Il convient également de noter que les perspectives d'augmentation du volume de la publicité télévisée au Belarus dépendront dans une large mesure du rythme de développement de ses concurrents directs. Ce n'est un secret pour personne que "de nouvelles formes de distribution de contenu vidéo apparaissent comme une alternative au canal de communication le plus massif - la télévision. Le public des fournisseurs de télévision interactive est en pleine expansion. <...> Les services de visualisation de contenus télévisuels mobiles se développent"<sup>179</sup>

Toutes ces observations suggèrent que, même si la télévision n'a pas abandonné sa position de leader sur le marché publicitaire biélorusse, ses meilleures années sont déjà révolues. Oui, la télévision maintient encore la croissance des investissements publicitaires, mais ils seront beaucoup plus faibles. Il ne faut pas oublier ici l'influence croissante d'Internet, grâce à laquelle la télévision perd aussi de plus en plus sa nouveauté, et avec elle une partie de son public cible, qui se tourne de plus en plus vers le réseau mondial, ce qui en fait le segment du marché publicitaire moderne qui connaît la plus forte croissance.

En effet, l'une des principales tendances du développement du marché publicitaire mondial actuel est le renforcement de la position de **la publicité en ligne**. Cela est dû au fait qu'aujourd'hui, l'internet dans son ensemble, même s'il reste le deuxième média en volume après la télévision, l'écart se réduit rapidement. Qui plus est, en 2017, l'internet devrait devenir le plus gros investissement média dans les 12 premiers marchés publicitaires mondiaux, qui représentent ensemble 28 % des dépenses publicitaires mondiales. Il suffit de dire que le web mondial est déjà le premier média en Australie, au Canada, au Danemark, en Norvège, aux Pays-Bas, en

Suède et au Royaume-Uni. Et en 2017, à en juger par le rythme de développement, la Chine, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande devraient les rejoindre.

La publicité sur Internet s'est développée à un rythme très rapide en République du Belarus ces dernières années, bien qu'en 2009, ce segment n'ait même pas été distingué séparément dans la structure du marché publicitaire biélorussien, mais modestement mentionné dans le concept général d'"autre publicité". Toutefois, en 2014, le Belarus est devenu, avec la Slovaquie et l'Irlande, l'un des trois premiers pays d'Europe en termes de taux de croissance du marché de la publicité sur Internet. Dans un souci d'objectivité, il convient de noter que, bien que les investissements dans la publicité sur l'internet biélorussien par utilisateur augmentent d'année en année, néanmoins, "ils restent très faibles par rapport aux autres pays européens. En 2014, ce chiffre était de 4,0 dollars pour le Belarus. En comparaison, en Russie, même pendant la crise, ce chiffre est de 36,2 \$."<sup>180</sup> .

Les tendances à la croissance de la publicité sur Internet au Belarus peuvent s'expliquer par le fait que le réseau mondial en général, en tant qu'outil de publicité, fait preuve d'une bonne efficacité et, dans des conditions d'instabilité du marché, constitue le meilleur choix pour la communication publicitaire, car il s'agit de l'un des médias publicitaires les plus efficaces en termes de rapport coût/bénéfice. En d'autres termes, le développement actif de la publicité sur Internet dans la situation économique du Biélorus est dû à l'activité et au volume croissants de l'audience sur Internet, ainsi qu'au faible coût de placement ou de distribution de cette publicité par rapport aux autres médias. Une illustration éloquent de cette conclusion peut être observée dans les résultats de 2015, lorsque le marché des médias biélorusses dans son ensemble a diminué de 35 pour cent, et en termes monétaires, le marché total a diminué de 116,3 millions de dollars en 2014 à 75,9 millions de dollars.

Dans ces conditions, la dynamique du marché de la publicité sur Internet reste assez optimiste : " Alors qu'en 2010, la part d'Internet dans les dépenses publicitaires totales n'était que de 8%, aujourd'hui ce chiffre est passé à 22% et continue de croître. Au total, la publicité sur Internet a augmenté de 16 % en 2015 (à titre de comparaison,

en 2014, la croissance était de 28 %, en 2013 - 52 %), ce qui, en termes monétaires, représente 16,7 millions de dollars<sup>181</sup>. Par conséquent, les dépenses de publicité sur Internet au Belarus sont déjà passées progressivement à la deuxième place en termes de volume après la télévision. Mais, alors qu'en 2010, les dépenses de publicité à la télévision dépassaient de huit fois la publicité sur Internet, en 2016, elles ne sont que 2,7 fois plus élevées. Et les prévisions sont ici : " Le marché de la publicité en Biélorussie n'a connu qu'une croissance de 2 % en 2017. Une légère reprise du marché sera principalement ressentie par les médias électroniques - chaînes de télévision et ressources en ligne, qui revendiquent une part importante de l'argent des annonceurs"<sup>182</sup>.

Pour le Belarus, la dynamique de croissance positive de la publicité en ligne est également importante pour d'autres raisons, parmi lesquelles le thème de la promotion des produits d'exportation biélorussiens à l'étranger. Le concept de développement du marché publicitaire dans la République du Bélarus jusqu'en 2014 a noté que "un problème grave est la situation dans laquelle la plupart des producteurs nationaux sous-estiment l'importance de la publicité pour la promotion des marchandises et l'augmentation du chiffre d'affaires; les campagnes publicitaires ne sont pas planifiées, la publicité est faite spontanément, les types de publicité à faible coût - <...> sur Internet ne sont pas assez utilisés, l'efficacité de la publicité n'est pas analysée"<sup>183</sup>. Il semble que peu de choses aient changé dans ce domaine au fil des ans, car aujourd'hui encore, lors des réunions du gouvernement biélorussien, on entend constamment les mots suivants : "les travaux relatifs au soutien à l'information sur les exportations méritent la plus grande attention. <sup>186</sup>Il est nécessaire d'introduire les nouvelles technologies pour diffuser l'information sur le potentiel d'exportation du Bélarus et ses réalisations"<sup>184</sup>; que "l'outil le plus efficace dans la lutte pour le marché n'est pas les mesures administratives, mais la haute qualité des produits nationaux, un large assortiment et un prix compétitif, ainsi qu'un positionnement et une publicité compétents des marchandises sur le marché"<sup>185</sup>; qu'il est temps de renforcer le travail "sur le soutien informationnel de l'exportation, l'introduction des nouvelles technologies dans la pratique quotidienne". On peut penser que le développement de la publicité sur Internet

au Belarus contribuera à la résolution de tous ces problèmes.

En ce qui concerne la **publicité extérieure**, il s'agit de l'un des types de publicité les plus efficaces et les plus recherchés en République du Belarus. Cela peut s'expliquer par le fait qu'il est le plus accessible aux consommateurs et que, pour cette raison, il est déjà considéré comme une orientation prometteuse. Il a également un impact significatif sur le développement de l'infrastructure socio-économique des établissements, leur conception artistique et architecturale. Sans aucun doute, son développement est d'une grande importance pour la formation d'un environnement extérieur à part entière pour les résidents du Belarus, la préservation de ses composants naturels et de son patrimoine historique et culturel.

Au premier semestre 2009, la part de la publicité extérieure dans la structure du marché publicitaire biélorussien était de 20 %, soit 12 % de moins que la télévision. À l'époque, il y avait "plus de 33 000 parties à la publicité extérieure"<sup>187</sup>. Et déjà à cette époque, la tâche a été fixée à tous les niveaux pour augmenter le volume de la publicité extérieure des producteurs nationaux afin de promouvoir les marchandises sur le marché et d'augmenter le chiffre d'affaires des marchandises. En particulier, pour créer un environnement d'ouverture et de transparence dans ce segment du marché publicitaire dans toutes les régions du Belarus et dans la capitale, des concepts régionaux pour la publicité extérieure ont été approuvés, ainsi que des plans de ville et de district pour la publicité extérieure, qui contiennent des informations opérationnelles sur les emplacements potentiels de la publicité extérieure.

Ces mesures ont donné des résultats. En 2015, déjà "environ 80 % des espaces publicitaires extérieurs au Belarus"<sup>188</sup> ont commencé à être vendus aux enchères, ce qui a largement minimisé la part de corruption. En 2014, la publicité extérieure occupait déjà 25 % du marché publicitaire, doublant presque les recettes budgétaires locales. "Cela est dû au fait que les autorités exécutives et administratives locales ont reçu le droit de fixer de manière indépendante la redevance pour la publicité extérieure, ainsi que d'appliquer des coefficients décroissants et croissants à ces redevances"<sup>189</sup>.

En outre, au niveau régional, il est devenu une opinion que la publicité

extérieure, étant un média relativement peu coûteux, non seulement joue un rôle important dans la diffusion d'informations socialement significatives et la décoration festive de la ville, mais est également une ressource d'information, sans laquelle il est impossible d'organiser de grands événements internationaux dans n'importe quel domaine - championnats, olympiades, forums, conférences ; elle est également considérée comme l'un des facteurs importants dans le climat d'investissement de la région et la promotion de sa potentialité touristique La compréhension de la pertinence de cette question a conduit, par exemple, à l'apparition en mars 2016 du Concept de développement de la publicité extérieure à Minsk pour 2016 - 2020, qui constitue déjà une approche sérieuse de la compréhension systémique des problèmes rencontrés dans ce domaine. En particulier, ce document attire l'attention sur la nécessité de changer les technologies d'image de surface des supports publicitaires statiques en écrans électroniques - "panneaux d'affichage numériques", "dont l'avantage est l'absence de production et d'installation d'images publicitaires, ce qui permet d'optimiser le coût de production, d'installation (démontage) de la toile publicitaire, les frais de transport et les équipements spéciaux, les matériaux d'installation et les montages, l'élimination de la feuille de vinyle ...",<sup>190</sup>.

Pour le développement dynamique de tous les types de publicité extérieure dans la capitale biélorusse, il a été décidé, entre autres, de placer de manière sélective des constructions publicitaires non standard de grand format, destinées principalement à promouvoir les marques nationales ; de donner la préférence aux éléments du mobilier urbain, combinés à la publicité extérieure qui répondent aux besoins des citoyens en matière d'aménagement paysager, ainsi qu'aux structures publicitaires, qui peuvent être construites dans un téléphone public, un kiosque Internet, des kiosques pour la presse, les billets de théâtre, les visites touristiques, etc. En outre, il est prévu de placer des panneaux d'affichage promouvant le potentiel touristique de la ville dans les villes jumelles de Minsk. "Cela permettra d'attirer davantage d'invités d'autres pays dans la capitale biélorussienne. <...> Des lettres demandant le placement de telles affiches publicitaires ont déjà été envoyées aux mairies de Tbilissi, Riga et Saint-Petersbourg"<sup>191</sup>. De manière générale, le Belarus prévoit de libéraliser

considérablement le marché de la publicité extérieure en 2017-2019. Ici, "une liste de structures publicitaires a déjà été déterminée, qui sont exemptées de la procédure d'autorisation : les panneaux contenant une quantité limitée d'informations, les équipements commerciaux extérieurs combinés à de la publicité et les distributeurs automatiques de billets"<sup>192</sup> . En outre, "au Belarus, il est proposé de supprimer l'approbation de la publicité extérieure"<sup>193</sup> en termes de contenu. Il s'agit d'une solution très attendue.

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**More  
Books!**



yes  
**I want morebooks!**

Buy your books fast and straightforward online - at one of world's fastest growing online book stores! Environmentally sound due to Print-on-Demand technologies.

Buy your books online at  
**[www.morebooks.shop](http://www.morebooks.shop)**

Achetez vos livres en ligne, vite et bien, sur l'une des librairies en ligne les plus performantes au monde!

En protégeant nos ressources et notre environnement grâce à l'impression à la demande.

La librairie en ligne pour acheter plus vite  
**[www.morebooks.shop](http://www.morebooks.shop)**

KS OmniScriptum Publishing  
Brivibas gatve 197  
LV-1039 Riga, Latvia  
Telefax: +371 686 20455

[info@omniscryptum.com](mailto:info@omniscryptum.com)  
[www.omniscryptum.com](http://www.omniscryptum.com)



FOR AUTHOR USE ONLY